

**Vol. 61, No.4**
septembre – September 2002**Table des matières**

	Page
Déjeuner, 26 novembre 2002	3
Editorial	4
Nouvelles de notre Association	4
Nouvelles de la FAAFI	5
Pensions	8
Fiscalité	11
Santé	12
Petits riens et grands moments	14
Souvenirs de carrière	15
Courrier des lecteurs	18
Nouveaux membres	38
Changements d'adresse	39
Décès	40

Table of contents

	Page
Lunch, 26 November 2002	3
Editorial	19
News of our Association	19
News of FAFICS	20
Pensions	28
Taxation	30
Health	31
Of cabbages and kings	32
Career memories	34
Letters to the editor	36
New members	38
Changes of address	39
Deaths	40

Vol. 61, No.4
septembre – September 2002

Table des matières	Page	Table of contents	Page
Déjeuner, 26 novembre 2002	3	Lunch, 26 November 2002	3
Editorial	4	Editorial	19
Nouvelles de notre Association	4	News of our Association	19
Nouvelles de la FAAFI	5	News of FAFICS	21
Pensions	8	Pensions	28
Fiscalité	11	Taxation	30
Santé	12	Health	31
Petits riens et grands moments	14	Of cabbages and kings	32
Souvenirs de carrière	15	Career memories	34
Courrier des lecteurs	18	Letters to the editor	36
Nouveaux membres	38	New members	38
Changements d'adresse	39	Changes of address	39
Décès	40	Deaths	40

PROCHAIN DÉJEUNER AAFI-AFICS mardi 26 novembre 2002

Apéritif à partir de 12h00

Restaurant du BIT, Genève, Niveau R.2

MENU

RILLETTES DE SAUMON
AUX FINES HERBES

MÉDAILLONS DE VEAU
PÔELÉS AUX CHAMPIGNONS

BAVAROIS AUX FRAMBOISES
SAUCE CHOCOLAT

Vins blanc et rouge, eau minérale, café

UUU

NEXT AAFI-AFICS LUNCH Tuesday 26 November 2002

Apéritifs from 12H00

ILO Restaurant, Geneva, Level R.2

UUU

Prix/Price: CHF 43.00 (tout compris/all inclusive)

UUU

**Our colleague Edy Michaud will be there to entertain us with more extracts from his repertoire
Notre collègue Edy Michaud nous proposera quelques morceaux de son répertoire**

UUU

**Inscription par écrit, fax ou e-mail avant le 21 novembre
Registration in writing, by fax or e-mail before 21 November**

UUU

**AAFI-AFICS, BUREAU C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10
e-mail: aafi-afics@unog.ch
Fax: 022 917 0075**

EDITORIAL

10 septembre 2002 : notre pays hôte, la Suisse, prend enfin sa place à l'Assemblée générale des Nations Unies en tant que membre à part entière de l'Organisation. Après un refus initial, le peuple suisse accepta, en mars 2002, d'adhérer à l'Organisation des Nations Unies. Avec tant d'organisations internationales basées sur son sol, avec les milliers de membres du personnel international travaillant pour les organisations du système des Nations Unies, du CERN, de l'Organisation mondiale du Commerce, les nombreuses missions étrangères, les organisations non-gouvernementales et les maintes entreprises multinationales sises à Genève et ailleurs dans le pays, il était grand temps que la Suisse elle-même rejoigne l'Organisation mondiale. L'AAFI-AFICS ayant son siège juridique à Genève, et une majorité de nos membres s'étant établis dans la région de Genève, nous sommes ravis de cette issue favorable. J'ai été heureux de le souligner à l'attention de l'Ambassadeur Nordmann de la Suisse qui était notre invité d'honneur au déjeuner de l'AAFI-AFICS le 25 juin en lui présentant nos félicitations et nos meilleurs voeux.

Outre qu'il s'agisse d'une saison au climat plus chaud et en général agréable, l'été est aussi la période durant laquelle se tiennent certaines réunions importantes qui présentent un intérêt particulier pour les retraités du système des Nations Unies. Donc, venu le mois de juillet, l'AAFI-AFICS a envoyé une délégation de trois représentants participer à la 31^e rencontre annuelle du Conseil de la Fédération des Associations d'anciens fonctionnaires internationaux (FAAFI), qui s'est tenue au siège de la FAO à Rome du 4 au 8 juillet. Les points saillants de ce Conseil de la FAAFI sont décrits dans un article de ce *Bulletin*. Une autre réunion a suivi, celle du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui s'est aussi réuni à Rome du 10 au 19 juillet 2002. Notre représentant dans cette instance est la FAAFI, qui avait délégué six participants, y compris le Président de l'AAFI-AFICS. Cette session du Comité mixte fut difficile et a adopté une approche très prudente en ce qui concerne les recommandations relatives aux prestations de retraite ; en grande mesure à la suite de l'évolution négative des principaux marchés financiers et de la valeur de change du dollar américain qui se produisaient alors. La délégation de la FAAFI a rédigé un rapport très complet de cette réunion dont une première partie (en anglais) se trouve dans ce *Bulletin*. La deuxième partie ainsi qu'une version en français suivra dans le prochain numéro du *Bulletin*.

Anders Tholle

UUU

NOUVELLES DE NOTRE ASSOCIATION

DATES A RETENIR

Octobre 2002	Congrès de l'AIUTA, l'âge et l'expérience au service de l'avenir, Genève
15 novembre 2002	Dernier délai pour la réception des candidatures pour les élections au Comité
26 novembre 2002	Déjeuner au Restaurant du BIT
6-10 décembre 2002	Voyage à Salzbourg - % +41 (0)22 906 4237
1^{er} avril 2003, 10h00	Assemblée générale de l'AAFI-AFICS, suivie d'un déjeuner au Restaurant du BIT
tous les mercredis 09h30-12h30	Permanence de l'AAFI-AFICS au Bureau C.544-1, Palais des Nations, Genève % +41 (0)22 917 3330
1^{er} & 3^e mercredis chaque mois	L' <i>Amicale du Soleil</i> se retrouve de 12h00 à 14h00 au Café du Soleil, Place du Petit-Saconnex, Genève, pour partager un repas

UUU

La honte !

En juin 2002 l'équipe éditorial n'a pas pu résister à la tentation de publier dans le *Vol.61 No.3*, quelques mots gentils de nos lecteurs nous disant combien ils appréciaient le *Bulletin*. Et regardez ce qui s'est passé : des tonnes de fautes de frappe, un titre de photo qui ne correspondait plus avec la disposition finale de la publication, et, pour couronner le tout, l'inversion de deux paragraphes dans le texte en anglais (p.37) de l'article d'Aamir Ali sur le Vieillessement.

Ayant ainsi établi son manque de connaissance, d'expérience et de sagesse face à la la somme de ces qualités dont sont dotés les personnes âgées qui étaient le sujet de cet article, l'Editeur se demande si elle est encore jeune ou éternellement stupide. Dans tous les cas, elle vous présente ses excuses les plus sincères.

25 juillet 2002

Marie-Claire Séguret

UUU

Déjeuner du 25 juin 2002

Nous n'étions par très nombreux – à peine 70 âmes – au déjeuner d'été mais la qualité de la participation de nos membres les plus fidèles et de nos invités de marque, l'Ambassadeur Francis Nordmann, Représentant permanent de la Suisse auprès des organisations internationales à Genève, qui nous a parlé de l'adhésion de la Suisse à l'ONU, et de M. George Saddler, Président de la FAFICS, ainsi que M. Vladimir Petrovsky qui participait pour la première fois en tant que membre de l'Association, a largement compensé la manque de quantité. Nos autres collègues étaient peut être accablés par la canicule, pris par leurs devoirs de grand-parents, ou plus probablement alléchés par la perspective de suivre la transmission du match Allemagne – Corée du Sud de la Coupe du Monde.

Nous avons aussi pu applaudir Edy Michaud, rejoint après le café par Pierre Bernheim, qui nous ont réjouis avec des mélodies connues de tous.

UUU

Fauteuil roulant

Nous vous rappelons que l'AAFI-AFICS tient à la disposition de ses membres un fauteuil roulant que vous pouvez emprunter en cas de besoin, pour une période de courte durée. Le fauteuil est destiné en particulier à celles et ceux de nos membres qui souhaitent participer à des activités telles que l'Assemblée générale ou les déjeuners et qui ont des problèmes de mobilité.

Nous invitons les personnes qui souhaiteraient de bénéficier de ce service à téléphoner à Mme Chantal Mannaert, conseillère sociale, au **+41 (0)76 397 5089**.

Chantal est aussi disponible au même numéro de téléphone pour des consultations et pour donner des informations concernant les services sociaux aux membres de l'AAFI.

UUU

NOUVELLES DE LA FÉDÉRATION

LA SESSION DE 2002 DU CONSEIL DE LA FAAFI : QUELQUES ASPECTS SAILLANTS

Le Conseil de la FAAFI a tenu sa 31^e session au siège de la FAO du 4 au 8 juillet 2002, à l'invitation de l'Association des anciens fonctionnaires de la FAO et d'autres associations du personnel des Nations Unies (FFOA). Le Conseil, où quinze des associations membres étaient représentées par vingt-six délégués, a été présidé par George Saddler, président de la FAAFI. David Cohen, Jean Hanus et Anders Tholle y ont représenté l'AAFI-AFICS.

Les pensions

Comme à l'accoutumée, près de la moitié des points à l'ordre du jour du Conseil concernaient les pensions. L'un des principaux problèmes était la situation toujours déplorable des retraités des Nations Unies se trouvant dans l'ex-URSS et les Républiques d'Ukraine et de Biélorussie. Malgré de récents efforts du Secrétaire général des Nations Unies, aucune solution acceptable n'avait été trouvée. Le Conseil avait pleinement conscience de la grave situation et de la détresse financière de ces anciens fonctionnaires et a exprimé son entier appui à ces retraités, qui devraient recevoir les pensions auxquelles ils avaient droit et pour lesquelles ils avaient cotisé pendant leur service auprès des Nations Unies.

Le Conseil a pris note d'une étude préparée pour le Comité mixte par l'Administrateur de la Caisse des pensions, concernant la pratique de plusieurs organisations internationales en matière de prestations de survivants. Cette étude donnait des informations sur la manière dont les organisations et les régimes de pensions traitaient les couples dont le statut juridique n'était pas celui d'un mariage classique, tel que le contrat de partenariat entre personnes de sexe différent ou du même sexe.

A la demande de l'AAFI-AFICS, le Conseil a soulevé avec l'Administrateur une question concernant les conditions à remplir pour assurer une prestation de survivant(e) à la nouvelle conjointe ou au nouveau conjoint, d'un veuf ou d'une veuve bénéficiaire direct(e). Cette question avait été posée par un membre de l'Association des anciens fonctionnaires de l'OMS, et l'Administrateur fournira une réponse écrite au président de la FAAFI.

Le Conseil a appris qu'une requête d'un certain nombre de retraités vivant en Equateur au sujet du facteur « coût de la vie » appliqué à la nouvelle devise locale du pays, le dollar des Etats-Unis, serait soumis au Comité Permanent du Comité mixte à sa prochaine session. Le Conseil a décidé que la délégation de la FAAFI au Comité permanent déterminerait sa position à ce sujet quand elle aurait reçu la documentation relative à la requête équatorienne et la réponse de l'Administrateur.

Le Comité permanent s'est réuni le 18 juillet 2002 et la délégation de la FAAFI a reçu des copies de la requête et de la réponse négative de l'Administrateur. Le Comité permanent a marqué son accord au refus de l'Administrateur. La délégation de la FAAFI, tout en reconnaissant que du point de vue purement légal et formel la requête ne pouvait être acceptée, a estimé que l'Administrateur aurait pu examiner la demande des onze retraités vivant en Equateur afin d'évaluer l'importance des difficultés qu'ils rencontrent et d'examiner si des mesures correctives étaient nécessaires et faisables. Un rapport complet sur les circonstances de ce cas et la position de la délégation de la FAAFI figure dans le rapport de la FAAFI sur la 51^e session du Comité mixte de la Caisse des pensions qui sera publié séparément dans le *Bulletin*.

La situation des retraités dans les pays dont l'économie est instable s'est trouvée au premier plan durant la session de cette année. Des associations membres de l'Amérique latine, soit celles de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay, se sont plaintes que le système d'ajustement des pensions ne protégeait pas suffisamment le pouvoir d'achat des pensions des Nations Unies dans cette région. Tout en se refusant à prendre position sur des mesures correctives, étant donné le caractère hautement technique du problème, le Conseil est convenu que des efforts devaient être faits pour apporter une aide. Il a décidé que des représentants des trois associations auraient la possibilité exclusive de présenter leurs problèmes directement à l'Administrateur de la Caisse des pensions des Nations Unies lors de la réunion informelle que le Conseil tiendrait avec celui-ci. Cependant, lors de cette rencontre, l'Administrateur a regretté que les règles du système d'ajustement des pensions ne lui permettent pas de prendre une action suspensive.

La revue d'ensemble de la Caisse des pensions

Le Conseil a reçu copie du rapport du Groupe de travail tripartite de la Caisse des pensions et a noté avec satisfaction les onze recommandations résultant des deux années de travail du groupe. Le Conseil les a toutes approuvées et a soutenu spécialement celles qui avaient un effet direct sur les pensions allouées. En revanche, il n'a pas accepté la recommandation du groupe tendant à rendre la FAAFI membre à part entière du Comité des pensions, avec droit de vote, au sein de la structure tripartite existante. Il a estimé que le pouvoir moral découlant du fait de représenter 50 000 bénéficiaires était plus important qu'un droit de vote, tant que les décisions continueraient à être prises par consensus au sein du Comité mixte des pensions.

L'AAFI-AFICS a donné toute priorité à l'une des recommandations du Groupe de travail, à savoir l'élimination du facteur de réduction de 1,5% de l'ajustement initial des pensions de base, mesure d'économie qui avait été adoptée dans les années quatre-vingts alors que la balance actuarielle de la Caisse se trouvait en déficit. Malheureusement, lorsque le Comité mixte des pensions – quelques jours après la session du Conseil de la FAAFI - s'est penché sur les recommandations du Groupe de travail, les bourses des différentes places financières se trouvaient en crise et le taux de change du dollar des EU se dépréciait dramatiquement. Ce qui influa sur la décision du Comité des pensions, le poussant à remettre à 2004 l'application de cette recommandation, sous réserve d'une nouvelle évaluation actuarielle positive. La dernière de ces évaluations avait montré un excédent de 2,92%.

Le Fonds de secours de la Caisse des pensions et les fonds de solidarité des associations

Le Conseil a exprimé l'avis que les directives du Fonds de secours de la Caisse des pensions étaient trop limitées, et leur application très restrictive. Il estimait qu'elles devraient être appliquées beaucoup plus souples. Il a proposé à l'Administrateur que les associations locales membres de la FAAFI aident la Caisse et les personnes formulant de telles demandes en produisant des attestations et des documents acceptables, ce qui permettrait d'accélérer la réponse du Fonds de secours aux demandes d'aide financière urgente. Les associations membres dotées de leur propre fonds de solidarité estimaient que, dans certains cas, elles pourraient apporter une contribution financière, même si le requérant ne résidait pas au lieu du siège de l'association.

S'agissant des fonds de solidarité ou de bienfaisance existant dans différentes associations, le Conseil a décidé que le président établirait un lien ou un réseau pour faciliter les échanges d'informations essentielles entre les associations membres.

Le Bureau de Genève de la Caisse des pensions

Le Conseil a noté avec satisfaction le développement du Bureau de Genève de la Caisse des pensions, qui administre maintenant pour ainsi dire toutes les activités en rapport avec les pensions pour les participants et les bénéficiaires en Europe et en Afrique. Le record établi par ce bureau de verser la première prestation dans les quinze jours suivant la réception des documents de passage à la retraite fournis par l'organisation employeuse était un exemple qui devrait devenir la norme pour la Caisse des pensions.

Les frais bancaires

Une fois de plus, le Conseil de la FAAFI a reçu des plaintes concernant des frais bancaires perçus sur les transferts de pensions. Les plus récentes victimes étaient les retraités résidant en Autriche, au Canada et en Nouvelle-Zélande. Le problème a été soumis à l'Administrateur et sera suivi avec les associations membres dans les pays concernés.

Une revue d'ensemble de la FAAFI

La croissance du nombre de ses membres et de ses responsabilités à l'égard du Comité mixte des pensions avait amené le Conseil de la FAAFI, réuni à New York en juillet 2001, à établir un Groupe de travail à composition ouverte pour étudier la structure et la procédure de la FAAFI et recommander des modifications à la présente session du Conseil. Ce Groupe de travail a été présidé par Aamir Ali, ancien président de la FAAFI. Les détails de son rapport et les décisions prises en conséquence figurent en annexe au rapport officiel de la présente session du Conseil de la FAAFI, dont on peut obtenir un exemplaire auprès du secrétariat de l'AAFI-AFICS (demander l'annexe 2 au rapport sur la 31^e session du Conseil de la FAAFI).

Mentionnons pourtant l'une de ces décisions : le Conseil a accepté la recommandation visant à ce qu'il s'efforce d'obtenir un consensus et d'éviter un vote sur les questions appelant une décision.

Divers

Le Conseil a passé en revue ses activités en tant qu'ONG et membre du bureau de la CONGO ; ses rapports avec les deux organes fédératifs de représentation du personnel, la FAFI et la CCISUA; des questions d'assurance maladie, y compris les prestations pour soins de longue durée ; le soutien à fournir par les associations membres à

l'idéal et aux travaux du système des Nations Unies ; les bulletins, lettres et sites Internet des associations, enfin, le budget de la Fédération pour 2003.

Il a réélu George Saddler en qualité de président ; élu Klaus Feldmann (ARICSA-Vienne), Oscar Larghi (AFICS-Argentine), Aurelio Marcucci (FFOA-Rome) et Witold Zyss (AFUS-Paris) comme vice-présidents, Anders Tholle (AAFI-AFICS-Genève) comme secrétaire, et Juan Mateu (AAFI-AFICS-Genève) comme trésorier. Il a confirmé Aamir Ali en tant que président d'honneur et André Chakour en tant que vice-président d'honneur.

La délégation de l'AAFI-AFICS

La composition de la délégation de l'AAFI-AFICS à cette session du Conseil de la FAAFI a reflété les bonnes relations des trois associations de retraités des Nations Unies et leur désir d'agir en commun. David Cohen est président de l'Association des anciens fonctionnaires de l'OMS (AFSM) ; son voyage et son séjour à Rome ont été payés par cette association. Jean Hanus est président de l'Association des retraités du GATT et de l'OMC ; il a été le porte-parole de la délégation de l'AAFI-AFICS pour les questions de pensions. Anders Tholle a participé en tant que président de l'AAFI-AFICS-Genève et comme secrétaire de la FAAFI.

L'AAFI-AFICS a aussi assuré le voyage et le séjour à Rome de son président d'honneur, également président d'honneur de la FAAFI et président du Groupe de travail sur la revue d'ensemble de la FAAFI en la personne d'Aamir Ali.

UUU

Rapport des représentants de la FAAFI à la 51^e session du Comité mixte de la Caisse des Pensions

Le texte anglais figure à la page 24. La traduction en français de ce rapport très complet sera publiée dans le numéro de décembre du *Bulletin*.

UUU

PENSIONS

LA CAISSE DES PENSIONS À GENÈVE

Interview de Gilbert Ferrari, Chef du Bureau de Genève de la Caisse des Pensions, réalisée par M.J-M. Jakobowicz, cf. UN Special N° 609, juillet-août 2002, reproduite avec l'aimable autorisation de l'auteur, Rédacteur en Chef, et de M. Ferrari.

Quelle est l'histoire de la Caisse des Pensions à Genève ?

Le bureau de Genève de la Caisse des Pensions a été créé le 13 mai 1975. Au travers du temps, ses responsabilités se sont graduellement accrues et en 1990, une étude de consultants a recommandé d'en développer activement le rôle. Ainsi, Genève est responsable actuellement de 15 des 18 organisations affiliées comme l'OMS, le BIT, l'IAEA, l'IMO, l'UNIDO, l'UNESCO... Et de 9 grands bureaux des Nations Unies tels que l'ESCWA, L'ECA, l'UNEP... La proximité géographique, la maîtrise de plusieurs langues européennes, la meilleure connaissance des dispositifs administratifs nationaux et des conditions de vie de la région pour les retraités, facilitent l'administration des dossiers et permettent effectivement de mieux assister les participants en poste et les

retraités résidant dans notre région. L'objectif est de donner à Genève la responsabilité de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient. Nous gérons maintenant quelque 40% des participants, 32 000 personnes sur un total de 80 000. Quant aux retraités s'adressant à notre bureau, ils représentent environ 13 000 personnes sur les 48 000 prestations mensuelles versées par la caisse. L'objectif est de couvrir depuis ici l'ensemble des organisations et bureaux des Nations Unies ayant leur siège en Europe, Afrique et Moyen Orient et de servir et assister les retraités résidant dans ces mêmes régions. Sur cette base, nous aurions la responsabilité d'administrer près de 50 % des participants de la Caisse et de mettre en place leur prestation.

Combien de personnes êtes-vous dans le service ?

Nous sommes actuellement 21 avec deux sections: celle des Participations, Prestations et Cotisations avec 13 personnes, celle des Finances et Systèmes informatiques avec 6 personnes, une assistante administrative et moi-même.

Que signifie administrer ?

Notre rôle est d'accompagner chaque employé des organisations internationales, dès l'instant où il entre dans la Caisse des Pensions jusqu'au moment où il va quitter son emploi: c'est l'entrée dans la Caisse, la validation, la restauration, l'explication des implications et des options devant divers actes administratifs, comme par exemple un congé sans solde, une interruption d'emploi. C'est aussi de fournir des estimations des droits au moment du départ, le préparant au mieux à effectuer ses choix devant un système de pensions qui, tout en étant de qualité, demeure inévitablement complexe du fait de son besoin de couvrir des situations très diverses, tant pour ce qui est du lieu de l'emploi du participant, que celui qu'il choisira comme résidence pour sa retraite. Notre rôle de conseil sur les différentes options, sur les avantages et les inconvénients de ces options en fonction de ce que l'individu nous indique est grand et a de larges implications. Il y a un partage avec le futur retraité qui nous confie une partie de sa vie, ses attentes, ses craintes, ses espoirs, en quelque sorte une certaine intimité s'établit et bien plus qu'une tâche professionnelle, c'est une relation humaine souvent forte qui se crée. Il nous explique sa vie, nous le conseillons afin qu'il émette ses choix, qui conditionneront largement sa vie future et nouvelle de retraité. Sur la base de ses choix, nous avons donc la responsabilité de déterminer son droit et de le payer. Payer son droit, c'est soit lui verser la première mensualité de sa pension et de l'inclure dans le «pay-roll», mensuel de la Caisse, de verser, s'il la choisit, sa somme en capital, soit d'effectuer un versement de départ au titre de la liquidation des droits.

Lors de la décision de partir, quel choix faire, «somme en capital» ou pas ?

Pour effectuer ce choix, divers éléments sont à prendre en compte. Il y a des éléments techniques, qui sont de notre ressort et que nous partageons avec le bénéficiaire. Mais durant notre dialogue avec lui, nous soulignons également l'importance des éléments personnels et, s'il le souhaite, ce qui est fréquemment le cas, nous considérons ensemble tous ces divers aspects afin de définir ce qui constituerait le meilleur choix dans son cas personnel. Dans les éléments techniques, deux sont prédominants:

- D'une part, il faut savoir que toute personne résidant en Europe – à l'exclusion du cas bien connu de l'Autriche – devra payer un impôt sur le revenu sur la base de sa pension mensuelle. En conséquence, sa charge fiscale sera singulièrement réduite s'il diminue sa pension mensuelle d'un tiers en prenant la somme en capital. Ceci est un élément financier positif. En fait, la même situation se rencontre également dans la majorité des autres pays en dehors de l'Europe.

- D'autre part, la prise de la somme en capital ne réduit pas le montant de la pension de survivant(e) qui demeure égal à 50% de la pension totale – avant somme en capital – Ceci constitue une protection pour la famille.

Si notre client exprime l'intention de prendre une somme en capital – soit le maximum de 1/3, soit une somme plus faible – nous lui suggérons alors, sur la base du montant restant de sa pension mensuelle, de se demander si, selon ses besoins, son train de vie, ses habitudes... il pense que cette pension sera adéquate, en fait s'il pense qu'il pourra faire face à ses besoins réguliers. Nous le sollicitons sur sa façon de dépenser, de gérer l'argent. Dans un tel choix, le nombre d'années de contributions entre en jeu: si la personne a beaucoup d'années de service, elle pourra plus certainement prendre une somme en capital, la pension mensuelle restante étant alors assez importante. Nous éveillons notre interlocuteur à ce que va être dorénavant sa vie, la nécessité de planifier en fonction de son revenu – pour beaucoup d'entre nous essentiellement constitué de la pension versée par notre Caisse. Certains se posent la question de savoir si la somme en capital constitue un bon choix financier, considérant que s'ils vivent plus longtemps que l'espérance vie moyenne des participants et bénéficiaires de la

Caisse, soit environ 83 ans – espérance de vie entrant dans la détermination de la somme en capital – ce choix n'est financièrement pas favorable à terme. A cette considération, je répondrai que, par delà les aspects financiers, le fait d'avoir la vie, pensant à tous ceux de nos collègues décédés très tôt après le départ à la retraite, constitue en soi un bien plus grand avantage et que les considérations financières deviennent alors bien dérisoires. La solidarité devant la vie est une considération qui, je l'espère, demeurera toujours une valeur prioritaire.

Et alors, la «filière dollar» ou la «filière locale» ?

La filière dollar, c'est la stabilité dans cette monnaie et l'indexation de la pension sur la base du mouvement de l'indice des prix à la consommation des Etats Unis. C'est un système excellent pour tous ceux qui résident dans un pays où le dollar a une importance prédominante ou qui ont des dépenses régulières en dollars. Nous pouvons bien sûr verser la pension filière dollar dans une autre monnaie. Dans ce cas, nous utiliserons le taux comptable des Nations Unies du mois précédant chaque trimestre et votre pension variera tous les trois mois, vers le haut ou vers le bas, suivant donc l'évolution du marché des changes. Pour un retraité vivant, par exemple en Suisse ou dans un pays européen, où la majorité de ses dépenses sont en monnaie locale – francs suisses ou euros – ces fluctuations peuvent être dérangeantes, voire difficiles à vivre si le taux trimestriel chute de façon importante. Là intervient alors la filière locale. L'option de la filière locale, c'est la stabilité de la pension dans la monnaie du pays de résidence et l'indexation sur la base du mouvement de l'indice des prix à la consommation de ce pays. C'est un système qui offre la sécurité et la tranquillité d'esprit. Vous connaissez d'avance le montant de votre pension du mois suivant, dans la monnaie dans laquelle vous allez la dépenser. La détermination de la filière locale s'effectue sur la base du taux de change moyen des 36 derniers mois précédant votre retraite. Il est un fait que, selon la valeur de cette moyenne au moment du départ et du taux trimestriel, il peut être préférable de commencer votre retraite sous la filière dollar puis, lorsque le taux trimestriel chuterait en dessous de votre taux moyen, de basculer à la filière locale. Nous vous conseillerons, tant au moment du départ que lorsque vous envisageriez d'opter pour la filière locale.

A quels problèmes êtes-vous confrontés avec les fonctionnaires et les retraités ?

La plupart des fonctionnaires ont une méconnaissance des mécanismes de la caisse, de ses options, ce qui nécessite, et de façon accrue à l'approche du départ, des discussions, des conseils. Nous nous assurons que ceux-ci soient fournis par des fonctionnaires de la Caisse aux compétences professionnelles larges et avec un sens du contact humain très développé. C'est pourquoi ces tâches sont confiées aux chefs de sections et à leurs autres administrateurs.

Cela est-il dû à la complexité du système ?

Oui aussi, car c'est un système qui doit fonctionner de façon équitable partout dans le monde et cela ne peut pas être simple. Les retraités résident dans des pays à monnaies différentes, avec un pouvoir d'achat différent, et des cultures différentes. Il y a donc une complexité additionnelle inhérente au raisonnement de chacun et à la nature du client. Notre rôle est de nous mettre à la portée de ces personnes et, ce qui est important, de ne pas vendre un article tout fait «Caisse des Nations Unies» mais d'être à l'écoute afin de bien percevoir leurs nuances, leurs provenances, leurs destinations, leurs environnements, et de proposer l'approche qui nous semble la meilleure pour elles et non pas un cliché tout prêt «filière dollar» ou «filière locale», voire même pension viagère au lieu d'un versement pour solde de tout compte plus attractif dans certaines circonstances.

Pour un retraité, qu'elles difficultés se présentent ?

Tout d'abord, c'est le choix du lieu de résidence puis le choix de la filière dollar ou locale. Ce deuxième aspect est un peu facilité maintenant avec l'euro, offrant 12 pays entre lesquels les retraités peuvent avoir une mobilité et la facilité d'une même monnaie. De plus les taux d'inflation tendent à converger, et le pouvoir d'achat à s'harmoniser. Ensuite, certains se demandent ce qu'ils vont faire avec leur somme en capital. Dans ce domaine le conseil est délicat, notre rôle est avant tout de mettre en garde contre les risques d'investissement à taux de rendement extraordinaires. Nous invitons à limiter les risques; «gérez en bon père de famille». N'oubliez jamais qu'il s'agit de votre pension, gagnée au travers de nombreuses années et censée vous servir toute la vie durant.

Et par rapport aux impôts ?

Comme nous l'indiquions lors du choix de la somme en capital, quasiment tous les pays ont un système fiscal taxant la pension mensuelle. Toute matière fiscale est délicate et complexe et ce domaine n'est pas de notre responsabilité ni compétence. Toutefois nous partageons volontiers les informations vérifiées qui nous parviennent. Par exemple, en France, en Suisse, la pension mensuelle est sujette à l'impôt sur le revenu mais la somme en capital ne l'est pas. Seuls les fruits de l'investissement de cette somme le sont. Chacun doit en fait s'assurer des règles fiscales applicables dans le pays de résidence de son choix.

La pension est – elle la même dans tous les pays européens ?

Oui, sous la filière dollar, quel que soit le lieu où l'on prend sa retraite, la pension est la même en dollar. Le bénéficiaire choisit, soit de recevoir des dollars et de les convertir lui même au taux du marché, soit de nous demander d'effectuer la conversion, dans ce cas au taux trimestriel des Nations Unies. Sous la filière locale, dont nous avons déjà parlé plus haut, et qui a été créée pour donner le même pouvoir d'achat quel que soit le lieu de résidence, il se peut effectivement que la pension soit plus forte d'un pays à l'autre. En effet lorsque le pays de résidence a un coût de la vie plus élevé que celui de la base du système, c'est-à-dire New York, la pension sous la filière locale bénéficie d'un différentiel de coût de la vie. Mais il n'y a actuellement que 2 pays remplissant ces conditions ; le Japon et Hong Kong. En conclusion la pension est actuellement la même dans tous les pays d'Europe. Notez qu'il n'y a jamais d'ajustement négatif de la pension dollar si le coût de la vie de votre pays de résidence devait être plus faible que celui à New York.

A quand l'évaluation sur internet ?

Dans 15 jours, mi-juillet 2002. L'objectif est de me mettre à disposition sur le site de la Caisse: www.unjspf.org un système d'estimation permettant, en entrant certains paramètres personnels, de connaître ses options et le montant de la pension pour une date de départ au choix.

UUU

FISCALITÉ

Imposition en France

Nous reproduisons ci-après, avec l'aimable autorisation de Mario Tavelli, Secrétaire de la Section des anciens fonctionnaires du Syndicat du personnel du BIT et de Carl Krummel, Editeur, un article détaillé de notre collègue Jean-François Santarelli paru dans la *Lettre aux anciens fonctionnaires du BIT* de mai 2002 concernant les impôts français.

Cet article fait le point de la question de l'assujettissement en France des retraites de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies aux taxes sociales (CSG et CRDS) à la suite de l'ordonnance n° 2001-377 du 2 mai 2001 du Président de la République française. (voir *Bulletin* de l'AAFI-AFICS 61 n° 2 d'avril 2002)

Le doute exprimé dans cet article au sujet de la date de mise en oeuvre des mesures décidées par cette ordonnance persiste au moment de la rédaction de la présente note (31 juillet 2002) et on peut au stade actuel en tirer les conclusions suivantes.

Les retraités de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies résidant en France et qui ne sont pas à la charge du régime d'assurance maladie français (Sécurité sociale) ne devraient pas ou plus avoir à payer de contributions sociales **sur leurs pensions de retraite des Nations Unies en 2002**. Si, à l'automne 2002, ils recevaient un avis d'imposition à ce titre, il leur est conseillé d'adresser immédiatement une réclamation au Service des impôts dont l'adresse figure sur l'avis d'imposition afin d'obtenir un dégrèvement, et le cas échéant une demande de sursis au paiement de la somme contestée **jusqu'à la prise d'une décision définitive quant à leur réclamation**.

Sommes payées en 2000 et 2001 sur la pension des Nations Unies

Si en 2000 et 2001 vous avez été imposés au titre des contributions sociales sur votre pension de retraite des Nations Unies perçues en 1999 et 2000, et que vous n'êtes pas à la charge du régime d'assurance maladie français, vous pouvez considérer que l'ordonnance du 2 mai 2001 devrait être applicable depuis février 2000, date du jugement correspondant de la Cour européenne. Si vous en décidez ainsi, vous pourriez alors présenter une demande de remboursement pour les sommes payées à ce titre en 2000 et 2001 au service des impôts qui a établi l'avis d'imposition. Etant donné le doute qui persiste à ce sujet, il appartiendra aux intéressés de décider ou non de présenter une telle demande.

En tout état de cause, les demandes de remboursement des sommes payées en 2000 et 2001 sur les pensions de retraite perçues en 1999 et 2000 doivent être présentées avant le 31 décembre 2002 et le 31 décembre 2003 respectivement (soit jusqu'au 31 décembre de la deuxième année suivant celle de la mise en recouvrement).

NB : Les considérations concernant les possibilités d'utilisation combinée des prestations de la Sécurité sociale et de la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel BIT/UIT (CAPS) présentées dans l'article de J.-F. Santarelli s'appliquent également aux systèmes d'assurance maladie de l'ONU/HCR/OMM et de l'OMS selon leurs dispositions propres et probablement à l'ensemble des systèmes d'assurance maladie des différentes organisations du système des Nations Unies. En cas de doute, avant de prendre une décision éventuelle à ce sujet, il est conseillé de se renseigner auprès de la Caisse maladie à laquelle vous êtes rattaché.

UUU

SANTÉ

A L'ATTENTION DE TOUS LES ANCIENS EXPERTS DE L'ONU, DU PERSONNEL DES COMMISSIONS ÉCONOMIQUES (SAUF LA CEE/ONU), DU PNUD, DE L'UNICEF, DE L'UNRWA ET DU PERSONNEL CIVIL DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX QUI ONT SOUSCRIT UNE ASSURANCE DE PROTECTION DE LA SANTÉ À L'ISSUE DE LEUR SERVICE ACTIF AUPRÈS DU PROGRAMME D'ASSURANCE DE VAN BREDA (OVERSEAS)

Des fonctionnaires en service et des retraités prennent des initiatives visant à l'introduction de prestations pour soins de longue durée dans le cadre du programme d'assurance de Van Breda (Overseas). Le Syndicat des personnels hors siège de l'ONU se propose de soulever la question lors d'une réunion du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel fin septembre 2002. Du côté des retraités, les sous-signés prieront le Conseil d'administration de l'AFICS New York de saisir le Comité de l'assurance santé et vie du siège des Nations Unies.

Une pétition sera envoyée au Secrétaire général des Nations Unies le priant d'accorder son appui à l'introduction de prestations pour soins à long terme. Elle décrit le type de dépendance que l'on cherche à couvrir. Le terme de dépendance décrit la situation de personnes qui ne sont plus en mesure d'effectuer les tâches quotidiennes dont elles doivent s'acquitter. Elle peut intervenir à tout âge, mais affecte surtout les personnes plus âgées. La pétition réclame des prestations pour soins à long terme concernant l'assistance à domicile, de même que dans une clinique ou un hôpital. Nous souhaitons vivement que la pétition soit signée par un nombre maximum de retraités intéressés par la question.

Les membres de l'AAFI-AFICS couverts par cette assurance, ou qui connaissent d'autres collègues dans ce cas, voudront bien obtenir un exemplaire de la pétition au Secrétaire général en s'adressant par écrit, courriel ou téléphone à l'un de nous (des indications relatives à la manière de transmettre la pétition vous seront fournies) :

Gualtiero Fulcheri
79 rue de Brancas
FR-84210 Pernes-les-Fontaines
France
Tel +33 490 616 688
e-mail : Gfulcheri@aol.com

Anders Tholle
« La Crémaillère »
route de la Patinoire
CH-1875 Morgins, Suisse
Tel +41 24 477 3551
e-mail : tholle@cytanet.com.cy

uuu

Un système plein d'entrain

Un numéro récent d'Union, le journal du Syndicat du personnel du BIT contenait plusieurs articles concernant le Système d'assurance santé BIT/UIT. Bien qu'un certain nombre des questions discutées concernaient principalement les membres de cette caisse, quelques uns de ces articles soulevaient des questions de principe qui devraient intéresser une plus large audience et en particulier les membres de l'AAFI-AFICS.

Un de ces articles faisait référence au fait que les retraités coûtaient plus cher à la Caisse que le personnel en activité. Par exemple, en 2000, pour 100 dollars de revenus des contributions un membre du personnel du siège et des bureaux extérieurs recevait 82 dollars en prestations alors qu'un retraité en percevait 136. Ces chiffres ne sont pas surprenants, si l'on tient compte des différences d'âge et de revenus sur lesquelles les contributions sont fondées. La moyenne d'âge du personnel en activité de la Caisse BIT/UIT est de 45 ans alors que celle des retraités est de 70 ans. La pension de retraite moyenne des retraités est de 22% inférieure à la rémunération moyenne du personnel en activité. Il convient de conserver à l'esprit que les retraités actuels ont contribué lorsqu'ils étaient en activité. Ils ont donc accepté de payer relativement plus cher lorsqu'ils étaient en activité pour pouvoir bénéficier de la même couverture dans les mêmes conditions lorsqu'ils seraient retraités. Aujourd'hui, les membres en activité en font de même et ils se réjouiront de l'avoir fait lorsque sonnera l'heure de la retraite. Ceci est moins la question d'une génération soutenant financièrement une génération plus ancienne – que celle d'une génération finançant tout au long de son existence ses propres besoins de couverture par l'assurance. Dans le cas de retraités qui ont moins de 25 ans de service pensionnable, les règles de la Caisse prévoient que la contribution soit basée sur le montant de pension qu'ils auraient obtenue après 25 ans de service pensionnable. D'un certain point de vue, les retraités sont traités d'une manière moins favorable que les actifs. Leurs contributions sont calculées sur leur pension brute (c'est à dire avant paiement de l'impôt) alors que les actifs payent sur leur revenu net (c'est à dire après déduction de l'impôt).

Une autre considération se rapporte au rôle joué par les retraités et les actifs dans la gestion de la Caisse. Actuellement nous sommes dans une situation inhabituelle dans laquelle cinq des huit membres élus du Comité de gestion de la Caisse BIT/UIT (y compris les 4 membres titulaires) sont des retraités. Bien que cela soit le résultat d'un processus démocratique, une représentation plus équilibrée serait souhaitable.

La question est de savoir comment y parvenir. A mon avis la méthode la plus appropriée consisterait à trouver des candidats plus jeunes et bien qualifiés qui obtiendraient les suffrages des électeurs. L'important est que tous les membres du Comité considèrent, comme cela était le cas jusqu'à maintenant – qu'il est de leur responsabilité de défendre les intérêts de tous les membres de la Caisse, et non des intérêts sectoriels.

Klaus Samson

uuu

PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS

Gambades en Gambie

L'an dernier (pour les fonctionnaires maniaques de la précision c'était très exactement dans le Bulletin Vol.60, n°3, juin 2001), je dissertais sur le sentiment d'isolement qui doit frapper les membres de l'AAFI lorsqu'ils sont seuls de leur espèce dans le pays où ils vivent.

La Gambie est l'un de ces pays.

Par un curieux concours de circonstances, je me trouvais à gambader en Gambie au printemps dernier et me souvins du membre isolé qui s'y trouvait. Le Dr John Mahoney, un ancien de l'OMS à Brazzaville - c'était lui - eut la gentillesse de venir jusqu'à moi et nous passâmes ensemble quelques heures agréables. Il n'avait pas l'air très isolé et je n'ai pas osé lui demander s'il l'était. De fait, sa femme et lui mènent une vie très active à Banjul où tout le monde les connaît. Il était venu à Genève à l'occasion du déjeuner du 60^{ème} Anniversaire : pourquoi diable ne nous l'avait-il pas dit ? Ce n'est pas tous les jours que nous avons la visite d'un membre de Gambie, même s'il ne s'y trouve pas trop isolé. Il méritait d'être grondé et je m'en suis chargé. Pour se faire pardonner il me promit (j'ai souvent tendance à interpréter un air effrayé comme une promesse) de nous envoyer un article pour le *Bulletin* ; peut-être sur la 'Deuxième Génération'. Sa deuxième génération à lui est très intéressante.

Laissez-moi vous parler de la Gambie. Pays horizontal et mince, elle est située sur le côté gauche de l'Afrique. Quasiment enfoncée dans ce grand pays qu'est le Sénégal¹. Un îlot anglophone dans un océan francophone, ce qui ne gêne personne quand on sait que Mandingues et Ouolofs vivent aussi bien des deux côtés de la frontière ténue créée par l'Angleterre et la France. Tout le monde, là-bas, est amical. Je n'ai même pas eu besoin d'un visa, le chauffeur du PNUD qui était venu me chercher² s'étant contenté, pour toute formalité, de glisser un mot à l'oreille du fonctionnaire de l'immigration.

Par hasard je suis arrivé en pleine Coupe du Monde de football, l'événement le plus important sur la planète comme chacun sait. Bien que la Gambie n'ait pas eu d'équipe dans ce tournoi, elle s'en sentait très proche. Le père de Tony Sanneh, membre de l'étonnante équipe américaine, est originaire de Gambie. Et l'entraîneur français de l'équipe sénégalaise, Bruno Metsu, est marié à une Sénégalaise. Aussi étions-nous, en Gambie, les supporters du Sénégal.

Nous regardions donc le match d'ouverture, prêts à consoler les Sénégalais. Et ne voilà-t-il pas que c'étaient les touristes Français de l'hôtel, prêts à applaudir leurs Champions, qu'il nous fallait reconforter, alors qu'ils avaient à subir les cris de joie du personnel qui en oubliait de servir le repas !

La planète tout entière étant désormais dirigée par la télévision et non par les gouvernements, il n'est pas surprenant que le Sommet mondial de l'Alimentation à Rome et la réunion du G8 à Alberta soit passés inaperçus. Qui peut douter que le football ait bien plus d'influence sur les affaires du monde que les tous les 'Sommets' de la terre ? Le Brésil en oublie les malheurs de son économie et la Corée du Sud remonte de quelques crans dans la communauté mondiale, tandis que la France et l'Italie font le chemin inverse.

Ne laissons pas nos sommets mondiaux se faire éclipser par de si vulgaires événements ! La solution est évidente. Il nous faut utiliser les mêmes recettes que la Coupe du Monde : compétition et suspense.

Ainsi, pour le G8, commençons par choisir les huit pays par des épreuves de qualification. Tous les pays seraient autorisés à concourir. Pourquoi les Seychelles et la Micronésie n'auraient-elles pas leur chance ? Et, bien entendu, la Gambie : pourquoi devrait-on l'écarter au seul motif qu'elle est petite et mince ? Démocratie et Egalité doivent être nos critères. Les premières épreuves consisteraient en sommets plus petits. On commencerait par des sommets de 3000 m, on poursuivrait par des 4000 m et le dernier sommet serait de 8000 m. Pour rendre l'épreuve plus attrayante à la télévision, Tony Blair pourrait se faire faire une coupe de cheveux à la Mohican, Chirac porterait une queue de cheval (il lui faudrait d'abord une perruque), Koziumi aurait le crâne rasé et Bush un triangle de cheveux sur le haut du front.

Vous allez me dire : mais comment donc une équipe ainsi réunie serait-elle qualifiée pour se prononcer sur la situation mondiale ? C'est tout simple. Ils se contenteraient d'épousseter la déclaration de l'année précédente : celle-ci affirmerait leur intention de stabiliser l'économie mondiale ; de créer des emplois ; d'encourager la mondialisation ; d'accorder une aide massive aux pays pauvres et de les faire devenir riches. Ensuite on rangerait soigneusement la déclaration jusqu'à l'année suivante.

¹ « une écharde dans le pied du Sénégal » disent certains Sénégalais (NdT)

² Tiens donc ? Un chauffeur du PNUD pour un *ancien* fonctionnaire ? Bizarre ! (NdT)

Les membres du Conseil de Sécurité pourraient être choisis de façon analogue. La sélection s'opérerait à partir d'un examen comportant des questions difficiles, telles que : *Quelle est la différence entre l'ONU et l'OTAN ? De quel pays l'Euro est-il la monnaie ? Quelle est la capitale des Etats-Unis ? Quel est le dernier pays à avoir adhéré aux Nations Unies ? Y a-t-il une différence entre la Gambie et la Zambie ?* Les cinq premiers se verraient octroyer le droit de veto. Le Secrétaire général serait le maître de jeu.

La Gambie. Je vous parlais de la Gambie. Eh bien, la Gambie est un pays horizontal et mince, situé sur le côté gauche de l'Afrique ...

20 juillet 2002

Aamir Ali

UUU

SOUVENIRS DE CARRIÈRE

La carrière onusienne d'un marin daltonien – suite

Anders Tholle

Genève

En janvier 1968 j'ai été transféré à Genève, où j'ai pris les fonctions de commis principal au bureau du Directeur général, travaillant sous l'autorité de M. Spinelli puis sous celle de son successeur *Vittorio Winspeare Guiccardi*, lui aussi diplomate italien. J'étais assistant de *Christiane Turrel*, assistante administrative, et je distribuais les câbles reçus aux différentes agences, divisions et services au Palais des Nations. Je suis très redevable à Christiane – qui est membre de l'AAFI-AFICS et – farfadet de 88 ans - vit dans le sud de la France – pour le temps passé et les efforts qu'elle a faits pour améliorer ma connaissance du français. Lorsque je me préparais à passer l'examen officiel de français des Nations Unies, Christiane me faisait faire chaque jour des dictées au bureau. Et je réussis l'examen de langues des Nations Unies avec d'excellentes notes. Le surveillant de cet examen n'était autre que *Juliette Bérard*, note chère membre de l'AAFI-AFICS et ancien éditeur du *Bulletin*.

Le bureau du Directeur général au Palais des Nations est normalement occupé par le Secrétaire général quand il est à Genève. Le Directeur général est alors relogé dans un autre bureau à l'élégant premier étage du Palais. C'est ainsi que je fus amené à faire la connaissance de *U Thant* et de son entourage de New York. U Thant était fan des cigares de Cuba et avait de la peine à s'en procurer à New York à cause du boycott américain contre Cuba. Ainsi, durant ses visites, nous faisons en sorte qu'il reçoive des cigares de Cuba frais de chez Davidoff à Genève. Nous lui en faisons envoyer une boîte sous le couvert d'un colis « personnel et confidentiel » de M. Winspeare à U Thant par la valise diplomatique hebdomadaire de Genève à New York.

Mes aptitudes à manier les machines à code des Nations Unies, qui étaient devenues électriques, me fournissaient quelques diversions occasionnelles de Genève. Lorsque l'Ambassadeur Winspeare fut chargé par le Secrétaire général d'entreprendre une mission à Bahrein en vue de sonder la population sur son désir d'indépendance de la Grande-Bretagne, je fis partie de l'équipe, ainsi que le nouveau Chef de Cabinet *Erik Jensen* – qui, en dépit de son nom danois et de sa filiation, est Malaisien – et le fonctionnaire de la Sécurité, *Lucien Comensoli*. Nous avons passé trois semaines intéressantes à Bahrein. En passant, Erik Jensen est maintenant retraité de l'ONU et Président de la BAFUNCS, notre association sœur au Royaume-Uni. Comensoli est aussi retraité et membre de l'AAFI-AFICS.

Une autre fois, j'ai été appelé à remplacer l'opérateur du code attiré de U Thant, qui était tombé malade, lors d'un voyage en Europe. J'ai rejoint le Secrétaire général à Paris et me suis rendu à Belgrade avec lui et son équipe. A Belgrade, U Thant eut des consultations avec le gouvernement yougoslave. Ensuite, nous avons visité Skopje, où l'ONU aidait à la reconstruction de la ville, dévastée par un tremblement de terre. Enfin, nous sommes allés dans un port de la côte nord, d'où nous avons navigué sur un navire de la marine jusqu'à l'île de Brioni, la résidence d'été du *Président Tito*. Le Secrétaire général eut des réunions privées avec Tito, puis nous participâmes tous à un déjeuner. Je me trouvais placé à côté de *Mme Tito* et en face du Président et de U Thant. Je fis de mon mieux

pour faire la conversions à Mme Tito, qui tomba en disgrâce politique quelques années plus tard. Quand Tito me questionna sur les politiciens et la politique au Danemark, je dus expliquer mon ignorance due à mon absence de mon pays pendant tant d'années. Le voyage d'U Thant en Europe se poursuivit à Rome, où il invita le gouvernement italien. Nous le suivîmes dans les différents bureaux gouvernementaux et je fus présenté à *Aldo Moro*, qui était ministre des Affaires étrangères à l'époque. Quelques années plus tard, il fut kidnappé et tué par les Brigades rouges.

En 1973, j'ai été transféré à la Commission économique pour l'Europe (CEE/ONU) en tant que fonctionnaire administratif, promu de la catégorie des Services généraux à celle de professionnel. J'étais responsable d'un programme de réunions très dense, ainsi que de l'exécution du budget de la Commission. *Janosz Stanovnik* était le secrétaire exécutif, un chef visionnaire, source d'inspiration, avec lequel travailler fut un privilège et une grande expérience

Ce fut pendant mes années à la CEE que je suis devenu actif dans la représentation du personnel et des pensions. La représentation du personnel du bureau de l'ONU à Genève était devenue différente des autres organisations. Il y avait eu une cassure avec un président controversé, ayant servi longtemps, autour duquel un syndicat dissident s'était créé, ce qui conduisit à la création d'autres syndicats. Des divergences d'opinion et des rivalités entre représentants étaient fréquentes. Les réunions devenaient souvent tendues et quelquefois tumultueuses. L'Administration n'arrangea pas les choses en commettant la grave erreur de refuser la mise en oeuvre des résultats d'une étude sur les salaires des Services généraux en 1976. Je faisais partie du Comité du personnel « officiel » en tant que secrétaire et plus tard président. J'étais aussi impliqué avec la FICSA comme trésorier et secrétaire général. Une année, je me rendis à New York pour me plaindre auprès des autorités supérieures des salaires des Services généraux ; peu de temps après il y eut un court arrêt de travail à la salle de contrôle technique du Palais des Nations, à l'instigation d'un syndicat dissident et sur les mêmes problèmes de salaires. Le Secrétaire général, *Kurt Waldheim*, après cela, prit une décision à mon avis hâtive et inconsidérée. Je demandai à voir le Secrétaire général, avec deux autres représentants du personnel à Genève. Le Sous-secrétaire général *George Davidson* arrangea la réunion et nous y accompagnâ, au 38^e étage. Je commençai en disant au Secrétaire général que nous n'étions pas d'accord sur sa récente décision sur l'affaire en cours et j'allais entrer dans le vif du sujet quand un de mes camarades représentants, *John Pace*, m'interrompit et dit littéralement au Secrétaire général qu'il avait paniqué « comme si quelqu'un avait pointé un fusil sur sa tête ». M. Waldheim fut déconcerté, le visage rouge, il se leva, regarda sa montre, dit qu'il avait complètement oublié un autre rendez-vous et nous pria de quitter son bureau. Nous sortîmes avec *George Davidson*, furieux contre nous et jurant qu'il ne nous aiderait plus jamais à obtenir un rendez-vous. Ainsi, je compte parmi mes souvenirs le fait d'avoir été chassé à coups de pied du bureau du Secrétaire général.

Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, ce n'était pas facile d'être le représentant des participants au Comité des pensions de l'ONU et, à travers lui, au Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. De profondes divisions existaient entre les organisations du système des Nations Unies selon le côté de l'Atlantique où était situé leur siège. Les parités fixes avec le dollar US avaient été abandonnées et le dollar était en chute libre. En Suisse, son taux de change fut réduit de 4,42 francs suisses à 1,15 franc suisse; quelquefois il fut très proche d'un franc suisse. Les pensions de l'ONU en Europe furent considérablement réduites et il y eut plusieurs cas de graves difficultés financières. De mon côté, j'avais de la peine à me faire élire. Bien que j'aie pu compter sur l'entier soutien du personnel à Genève et Vienne, l'élection du Comité des pensions de l'ONU était mondiale ; le personnel de New York craignait que des menées secrètes autour du système des pensions en vues d'améliorer le sort des pensionnés résidant en Suisse conduisent à la réduction de la pension de base en dollars. De ce fait ils ne votèrent pas pour moi, ni le personnel du PNUD, dont le siège était aussi à New York. Le résultat fut que ne je fus jamais élu membre et fus toujours un substitut. En toute justice, je dois mentionner que l'ONU s'assura que je puisse participer à toutes les réunions du Comité mixte et de son Comité permanent, ainsi qu'un autre substitut de l'ONUDI à Vienne, *Sergio Zampetti*. On nous donna toutes les opportunités de prendre la parole à de telles réunions, mais nous avons souvent dû écouter les représentants des membres de New York intervenant après nous afin d'informer l'audience que nous ne représentions qu'une minorité.

Grâce à un front uni parmi les administrations et le personnel des agences de Genève et à l'attitude compréhensive des secrétaires du Fonds de pension, en particulier *Anthony Mango* et son successeur *Raymond Gieri*, des progrès furent accompli dans les années 80. Un compromis fut mis au point à Washington, des améliorations suivirent plus tard. Une double filière du système d'ajustement de pensions est maintenant en place.

Retour à Jérusalem

En 1989, j'étais chef administrateur de la force de maintien de la paix de l'ONU à Chypre, l'UNFICYP. J'étais satisfait de ce poste dans l'île d'Aphrodite et je n'étais qu'à quelques années de la retraite quand le siège de l'ONU

me demanda de me présenter d'urgence à l'UNTSO à Jérusalem pour prendre la relève d'un autre chef des services administratifs rappelé à New York.

Je pris donc mes nouvelles fonctions. Ce fut une expérience intéressante de retourner à « Government House » où j'avais été d'abord un jeune fonctionnaire de terrain quelque trente ans auparavant. Nous avons déménagé de Nicosie à Beit Hanina, un faubourg arabe chrétien au nord de Jérusalem.

Mon séjour à Jérusalem coïncida avec la première « Intifada » lancée par la jeunesse palestinienne. Je n'avais rien à faire dans les zones de confrontation où ces jeunes lançaient des pierres sur les militaires israéliens et se faisaient tirer dessus en retour. Mais moi-même et beaucoup de mes collègues étions exposés à des incidents qui avaient lieu la nuit dans les rues des villes occupées de la bande de Gaza, où beaucoup d'entre nous vivait. Les organisateurs de l'Intifada voulaient que la population palestinienne déplore et proteste contre l'occupation israélienne, entre autres en désertant les célébrations sociales et en restant à la maison la nuit. Ainsi, tout véhicule roulant après le crépuscule était suspecté d'être israélien. Et les enfants jetaient des pierres sur ces véhicules. Cela m'est arrivé une ou deux fois sans, heureusement, me blesser. D'autres collègues n'eurent pas cette chance et eurent besoin de soins médicaux dus à des pare-brises cassés, etc.

Lors de cette dernière affectation, je fus obligé une fois encore d'évacuer ma femme d'une zone de mission de l'ONU. L'invasion du Koweït par l'Irak avait créé des tensions au Moyen-Orient. L'ONU autorisa une action militaire par une coalition de différentes forces, y compris l'Egypte et la Syrie, sous le commandement des Etats-Unis. La Guerre du Golfe commençait. L'Irak menaçait d'envoyer des missiles « Scud » sur Israël ; les Israéliens furent dotés de masques à gaz susceptibles de résister aux gaz des missiles chargés d'armes chimiques. Nous avons fait la même distribution au personnel et à nos familles. Nous avons aussi appris à établir une « chambre sécurisée » à la maison, en sélectionnant une pièce, de préférence la salle de bains, à isoler les portes et fenêtres avec des bandes adhésives, à y séjourner pendant les alertes aériennes équipés d'un transistor, d'un masque à gaz et de provisions de nourriture et de liquide pour quelques jours. Comme la tension continuait à monter et que l'Irak répétait ses menaces d'attaques de missiles sur Israël, le Siège de l'ONU décida que les familles et le personnel non indispensable seraient évacués. Nous avons loué un avion charter et envoyé plus de 400 personnes à Chypre. Ma femme dut aussi partir ; mais comme nous avions un voilier amarré dans une marina sur l'île, elle pouvait y rester plutôt qu'à l'hôtel.

Je suis resté à Jérusalem avec le Général commandant et le personnel militaire et civil essentiel. Comme nous étions concernés par le risque d'attaques chimiques, le Général décida que tout le personnel serait relogé à « Government House ». La vieille salle de bal anglaise, qui était utilisée normalement pour des réunions, fut convertie en dortoir, divisé en zones séparées pour les hommes et les femmes. Personne n'était obligé d'y loger, mais ceux qui se sentaient plus en sécurité la nuit avec nous étaient les bienvenus. Au début, toutes les couchettes étaient occupées, mais le temps passant sans attaques de missiles immédiates, nous avons commencé à rentrer à la maison. Plus tard, quand les attaques surgirent vraiment, quelques personnes retournèrent passer la nuit à Government House.

Aucun des missiles irakiens ne contenait de substances chimiques. Une douzaine d'entre eux environ atteignirent Israël, la plupart dans ou près des grandes villes sur la côte. Le bruit courut qu'un missile était tombé près de Jérusalem, mais les autorités n'ont jamais donné de détails. J'étais à la maison, un soir, vers la fin de la guerre du Golfe, lorsque les sirènes aériennes retentirent. J'avais méticuleusement observé les règlements durant les alertes précédentes : aller dans la chambre sécurisée avec un transistor, le masque à gaz et un peu de nourriture, fermer hermétiquement la porte derrière moi et attendre la fin de l'alerte. Cette nuit là j'ai décidé de courir le risque de sortir dans le jardin avec un masque à gaz autour du cou et de regarder le ciel. J'ai eu la chance de voir un missile descendant du ciel dans l'atmosphère terrestre et continuant sur la côte israélienne comme un météore. J'ai aussi vu deux missiles de défense tirés par les Israéliens, grimpant à la rencontre du « Scud » irakien. Ils ne l'atteignirent pas et les trois missiles tombèrent sur le sol avec trois détonations audibles de mon jardin de Jérusalem.

* * *

J'ai parlé de mon daltonisme au début de ces « souvenirs » et du fait que cela m'avait empêché de réaliser le rêve de devenir capitaine dans la marine marchande danoise. Je n'ai jamais regretté d'être devenu un membre du personnel des Nations Unies. Mais j'ai réussi, quand même, à être un « capitaine ». Pendant les vingt ans passés dans la région genevoise, ma femme et moi avons été des marins assidus sur le lac Léman. Nous avons navigué sur deux voiliers à nous et, pendant quelque temps, j'ai été co-proprétaire d'un grand yacht à moteur. J'ai toujours été le skipper. Nous avons affrété des yachts à voile avec des amis du CERN Yachting Club et avons navigué dans différentes parties de la Méditerranée. Nous avons tous deux fait des régates et passé le « grand » examen

(Permis B) du Cruising Club de Suisse. Sur mon permis, le Club nota que je devrais être accompagné sur le pont la nuit par un membre de l'équipage non daltonien. Quand nous avons déménagé à Chypre, nous avons acheté un voilier de 41 pieds et avons navigué autour de l'île, souvent vers la Turquie et quelquefois vers Israël. Dans toutes ces croisières, j'étais le capitaine. Durant les traversées nocturnes, si j'avais des doutes sur la couleur des lumières d'un navire à l'horizon, j'appelais ma femme à l'aide sur le pont.

UUU

COURRIER DES LECTEURS

Rajeunir

Un lecteur qui souhaite rester anonyme prie l'Editrice de vous communiquer cet échange de propos entre un médecin et son patient : « Ce médicament va vous rajeunir de dix ans. » dit l'homme de science. « Oui » bégaye le malade, « mais que va-t-il advenir de ma pension de vieillesse ? ». L'Editrice se fait un plaisir de transmettre cette remarque.

Présentation de l'A.F.I.C.S. Qui sommes-nous ?

L'Association Francophone pour l'intégration du chien dans la société (A.F.I.C.S.) est une structure qui a pour objet de favoriser l'intégration la plus harmonieuse du chien dans la cité, de fournir des informations diverses qui permettent aux propriétaires de chiens de mieux vivre dans la famille mais plus largement dans la cité avec leurs chiens, ainsi que de défendre le chien, sur la base de la déclaration universelle des droits de l'animal.

UUU

EDITORIAL

10 September 2002 marks the moment when our host country, Switzerland, will finally take its place in the United Nations General Assembly as a fully-fledged member of the Organization. The population of Switzerland, which had previously rejected the Federal Government's proposal to become a member of the UN, decided finally, in March 2002, to agree to membership of the Organization. With so many international organizations based on its soil, with the thousands of international personnel engaged by the UN system organizations, CERN, the World Trade Organization, the numerous foreign missions, non-governmental organizations and many multinational corporations located in Geneva and elsewhere in the country, it was high time that Switzerland itself became a member of the world Organization. As AAFI-AFICS has its legal seat in Geneva and a majority of our members are settled in the Geneva region, we are pleased at this positive development. I was happy to mention this and to convey our congratulations and best wishes to Ambassador Nordmann of Switzerland, who was the special guest at the AAFI-AFICS lunch on 25 June 2002.

In addition to being the season of warmer and mostly good weather, the summer is also the period during which some important meetings are held of particular interest to UN system pensioners. So, when the month of July came, AAFI-AFICS sent a delegation of three representatives to attend the 31st annual meeting of the Federation of Associations of Former International Civil Servants (FAFICS) Council, which was held at the FAO Headquarters in Rome from 4 to 8 July. The highlights of this FAFICS Council are described in an article to be found in this *Bulletin*. Another meeting followed that of the FAFICS Council: the UN Joint Staff Pension Board, which also met in Rome, from 10 to 19 July 2002. Our representative to this body is FAFICS, which had a delegation of six in attendance, including the Chairman of AAFI-AFICS. The Board had a difficult session and took a very cautious approach on recommendations regarding pension benefits; to a large extent as a result of negative developments in major stock markets and in the exchange value of the US dollar which happened coincide with the Pension Board session. The FAFICS delegation has written an extensive report on this meeting, the first part of which can also be found (in English) in the present *Bulletin*. The second part of the FAFICS delegation's report, as well as a French translation of the full report will follow in the next *Bulletin*.

Anders Tholle

UUU

NEWS OF OUR ASSOCIATION

DATES TO REMEMBER

October 2002	AIUTA Conference on Age and Experience in the Service of the Future, Geneva
15 November 2002	Deadline for receipt of candidatures for the elections to the AAFI-AFICS Committee
26 November 2002	Lunch at the ILO Restaurant
6-10 December 2002	Visit to Salzburg. For information % +41 (0)22 906 4237.
1 April 2003, 10h00	AAFI-AFICS Annual General Assembly, to be followed by lunch at the ILO Restaurant
Every Wednesday 09h30-12h30	Permanence in Office C.544-1, Palais des Nations, Geneva %+41 (0)22 917 3330
1st & 3rd Wednesday each month	L' <i>Amicale du Soleil</i> meets from 12h00 to 14h00 for an informal lunch at the Café du Soleil, Petit-Saconnex, Geneva

UUU

Pride goes before a fall

The Editorial team could not resist the temptation to publish in the June 2002 issue (Vol. 61 No.3) some of the lovely notes readers send in to say they enjoy the *Bulletin*. And look what happened: typographical errors by the

truckload, the description of a photo in our colour supplement sadly out of touch with the final layout of the publication, as well as – last but not least – the inversion of two paragraphs (p.37) in Aamir Ali's article on Ag(e)ing.

Having thus established her lack of knowledge, experience and wisdom, as opposed to the wealth of these in "older people" discussed in that article, the Editor wonders whether she is still young or perennially foolish. She does, however, apologise most sincerely.

25 July 2002

Marie-Claire Séguret

UUU

Lunch on 25 June 2002

Only 70 people came to the "Summer" lunch. The others were maybe overcome by the current heatwave, their urgent obligations as grandparents or, more probably, the attraction of watching the World Cup football match between Germany and South Korea. However, this low attendance was more than compensated by the quality of those who were present and more especially our guests of honour, Ambassador Francis Nordmann, Permanent Representative of Switzerland to the United Nations Office at Geneva, who spoke to us of the recent adherence of Switzerland to the United Nations Organization, and Mr George Saddler, President of FAFICS, as well as Mr Vladimir Petrovsky, participating in an AAFI-AFICS lunch for the first time as a member of the Association.

Once again Edy Michaud, joined after coffee by Pierre Bernheim, entertained us with a selection of melodies familiar to all those present.

UUU

Wheelchair

We would like to remind our members that AAFI-AFICS has a wheelchair available on loan for short periods. The wheelchair is intended more particularly for those of our members who have difficulties in moving around but would like to participate in some of our activities, such as the Annual General Assembly or the periodic lunches.

Members who wish to borrow the wheelchair should telephone Chantal Mannaert, our social counsellor, on her mobile telephone **+41 (0)76 397 5089**.

Chantal is available on the same number to provide counselling and information on social services to members of AAFI-AFICS.

UUU

NEWS OF THE FEDERATION

HIGHLIGHTS OF THE 2002 FAFICS COUNCIL

FAFICS held its 31st Council at the FAO Headquarters from 4 to 8 July 2002, at the invitation of the Former FAO Staff and other UN Staff Association (FFOA). The Council was presided over by George Saddler, President of FAFICS. 15 member Association were represented by 26 delegates. The AAFI-AFICS representatives were David Cohen, Jean Hanus and Anders Tholle.

Pensions

As usual, the Council devoted about half of its entire session to pension-related agenda items. A major issue became the continuing plight of UN pensioners in the former USSR, Ukrainian and Byelorussian SSR. Despite recent efforts by the UN Secretary-General, there is still no acceptable solution to this serious problem. The Council was well aware of the serious situation and financial distress of former UN staff from the USSR *et al*, and it expressed its full support for these pensioners who should receive the UN pension entitlements which they had earned and to which they contributed in their UN service.

The Council took note of a document prepared by the CEO/Secretary for the Pension Board containing the results of a study of survivor's benefits in a number of international organizations. This study provided information on how different organizations and pension schemes were treating couples whose relationship had a legal status different from that of a classical marriage, such as, for example partnership contracts between opposite or same-sex partners.

At AAFI-AFICS' request the Council raised a question with the CEO/Secretary relating to the conditions to be fulfilled in order to secure a survivor's benefit for a new spouse of a widower who is a direct beneficiary. This question had been raised by a member of the WHO Association of Former Staff Members, and the CEO/Secretary will provide the FAFICS President with a written reply.

The Council was informed that an appeal by a number of retirees residing in Ecuador regarding the cost-of-living factor applied to this country's new local currency, the US dollar, would be submitted to the Pension Board's Standing Committee at its next session. The Council decided that its delegation to the Standing Committee would determine its position on the issue upon receipt of documentation on the Ecuadorian appeal and the CEO/Secretary's reply.

A meeting of the Standing Committee took place on 18 July 2002, and the FAFICS delegation to the Standing Committee was provided with copies of the Ecuadorian appeal and of the CEO/Secretary's negative reply. The Standing Committee agreed with the CEO/Secretary's refusal. While the FAFICS delegation agreed that from a purely legal and procedural point of view, the Ecuadorian appeal could not be accepted, FAFICS argued that the CEO/Secretary should have investigated the claim submitted by the eleven beneficiaries living in Ecuador, evaluated the extent of their hardship, and examined whether corrective measures were desirable and feasible. A complete report on the circumstances of this case and on the position taken by the FAFICS delegation in the Standing Committee can be found in the FAFICS report on the 51st session of the UN Joint Staff Pension Board, which will be published separately in the AAFI-AFICS *Bulletin*.

The situation of pensioners in countries with unstable economies became a major issue at this year's Council session. Member associations from Latin America, such as Argentina, Brazil and Uruguay complained that the pension adjustment system did not sufficiently protect the purchasing power of UN pensions in their region. While refraining from taking a position on remedies, given the highly technical nature of these problems, the Council agreed that efforts to provide help should be explored. It decided that the representatives of the three Associations should be given an exclusive opportunity to raise their specific problems directly with the CEO/Secretary of the UNJSPF during the informal Council meeting with him. This was subsequently arranged; however, the CEO/Secretary regretted that the rules governing the Pension Adjustment System did not permit him to take suspensive action.

The Fundamental Review of the Pension Fund

The Council received copies of the report of the Pension Fund's tripartite Working Group, and noted with satisfaction the eleven recommendations resulting from the Group's two years of work. The Council endorsed all the eleven recommendations and gave special support to those which had a direct effect on pensions in award. On the other hand, the Council did not agree with the Working Group's recommendation that FAFICS should become a full member of the Pension Board with voting rights within the existing tripartite structure. It was felt that the moral force of being the representatives of 50,000 beneficiaries was more important than voting rights, as long as decisions continued to be taken in the Pension Board by consensus.

AAFI-AFICS had attached the highest priority to one particular recommendation by the Working Group, namely the elimination of a 1.5% reduction factor of the initial adjustment of basic pensions, an economy measure which had been introduced during the 1980s when the Pension Fund's actuarial balance had been in deficit. Regrettably when - a few days after the FAFICS Council - the Pension Board took up the Working Group's recommendations, the stock markets in different parts of the world were in turmoil and the exchange value of the US dollar was falling dramatically. This had an impact on the mood of the Pension Board, as a result of which the implementation of this particular recommendation was deferred to 2004 and would be subject to a new, positive actuarial evaluation. The latest actuarial evaluation had shown a benefit of 2.92%.

The Pension Fund's Emergency Fund, Associations' Solidarity Funds

The Council took the view that the guidelines for the Pension Fund's Emergency Fund were too limited and applied in a very strict way. It was felt that a much more flexible application of these guidelines would be desirable. The Council proposed to the CEO/Secretary that local FAFICS member associations could assist the Fund and individual applicants with producing acceptable evidence and documents, thereby accelerating the Fund's response to applications for emergency financial assistance. Member Associations which have their own "Solidarity Funds" felt that they might, in some cases, be able to make a financial contribution, even if the applicant were living outside of the Association's location.

With regard to the existing benevolent and solidarity funds in different associations, the Council decided that the President should establish a linkage or network which would facilitate exchanges of basic information between member associations.

The Pension Fund's Geneva Office

The Council noted with appreciation the process of enhancement of the Pension Fund's Geneva Office, which was now administering and servicing practically all pension-related activities for participants and beneficiaries in Europe and Africa. The Geneva Office's record of paying the first pension benefit within 15 calendar days upon receipt of separation documents from the employing organization was an example which should become a Pension Fund standard.

Bank Charges

Once again, the FAFICS Council received complaints over bank charges being levied on transfers of pension benefits. Pensioners residing in Austria, Canada and New Zealand were the latest victims. The problem was raised with the CEO/Secretary and will be followed up with member associations in the affected countries.

An Overall Review of FAFICS

The growth in membership and in responsibilities vis-à-vis the Pension Board had led the previous FAFICS Council, held in New York in July 2001, to establish an open-ended Working Group which would study FAFICS structures and procedures and recommend changes to this Council session. The Working Group was chaired by FAFICS' former Chairman, Aamir Ali. The details of its report and the decisions taken by the Council are contained in an annex to the official record of the FAFICS Council Session, copies of which may be obtained on request to the AAFI-AFICS Secretariat (ask for the 31st FAFICS Council Report, annex no. 2).

Some decisions should be mentioned here: the Council accepted a recommendation to the effect that it should strive to reach consensus and avoid voting on matters requiring decisions. It changed the titles of its Chairman and Vice-Chairmen to President and Vice-Presidents.

Other business

The Council reviewed its activities as an NGO and member of the CONGO Board, its relations with the two federative staff representative bodies, FICSA and CCISUA, health insurance questions including long-term care benefits, the advocacy by member associations in support of the ideals and work of the UN system, Association Bulletins, Newsletters and web-sites, as well as the Federation's budget for 2003.

It re-elected George Saddler as the President, elected Klaus Feldmann (ARICSA-Vienna), Oscar Larghi (AFICS-Argentina), Aurelio Marcucci (FFOA-Rome) and Witold Zyss (AFUS-Paris) as Vice-Presidents, Anders Tholle (AAFI-AFICS-Geneva) as Secretary and Juan Mateu (AAFI-AFICS-Geneva) as Treasurer. It re-confirmed Aamir Ali as President-emeritus and André Chakour as Vice-president-emeritus.

The AAFI-AFICS delegation

It is worth noting that the composition of AAFI-AFICS delegation to this FAFICS Council reflected the common purpose and good relations between three UN pensioners associations. David Cohen is the Chairman of the WHO Association of Former Staff Members (AFSM); his travel and stay in Rome was paid by that Association. Jean Hanus is the Chairman of the GATT-WTO pensioners association; he was the AAFI-AFICS delegation's spokesman on pension matters. Anders Tholle participated as the Chairman of AAFI-AFICS-Geneva as well as the FAFICS Secretary.

AAFI-AFICS also provided for the travel and stay in Rome of its Honorary Chairman, Honorary President of FAFICS and Chairman of the FAFICS' Overall-Review Working Group, in the one and only person of Aamir Ali

UUU

REPORT OF THE FAFICS REPRESENTATIVES TO THE 51st SESSION OF THE UNITED NATIONS JOINT STAFF PENSION BOARD

The 51st Session of the UN Joint Staff Pension Board was chaired by Dr. Jean Lariviere, the Representative of the Governing Body of the WHO. The FAFICS Representatives to the 51st Session of the Pension Board were George F. Saddler, President of FAFICS; Aurelio Marcucci, Vice-President of FFOA, Rome; Anders Tholle, Chairman of AAFI-AFICS, Geneva, and Witold Zyss, President of AFUS, Paris. The Alternate Representatives were Klaus Feldmann, President of ARICSA, Vienna, and Oscar P. Larghi, President of AFICS, Argentina.

Investments:

The Pension Board reviewed the investments of the Pension Fund on the basis of a report and accompanying statistical data providing detailed information on the management of the investments during the two-year period ending 31 March 2002 that described how the objectives and the investment strategy were applied against the background of the conditions prevailing in the economic, political and financial environment. The report showed the investment returns that had been achieved over various periods and reviewed the financial accounts and administration of investments. Information was also provided in the report on realized and unrealized gains and losses covering the 2000 and 2001 calendar years.

The market value of Pension Fund assets decreased to \$21.8 billion on 31 March 2002 from \$26.1 billion on 31 March 2000, a decline of \$4.3 billion or 16.4 per cent. The total investment return for the year to 31 March 2001 was a negative 15.0 per cent and a positive 0.7 per cent for the year to 31 March 2002. After adjustment by the United States consumer price index (CPI), these investment returns represent real rates of return of negative 17.4 per cent and negative 0.8 per cent, respectively. The total annualized return for the biennium was therefore a negative 7.5 per cent.

During the biennium, the main negative contribution to investment performance came from equities, reflecting a broad correction in global equity markets since the peak in March 2000. Stock selection across the board had a positive contribution to total return. The negative performance by equities was partially offset by positive performance in all other asset classes. The performance of the real estate portfolio was particularly strong, followed by short-term investments and bonds. The Pension Fund exposure to United States dollar denominated bonds contributed more to the total return than did any other asset class held by the Pension Fund. The high level of short-term holdings especially helped to preserve the value of the Pension Fund during the period of high market volatility. The Pension Fund was negatively affected by the persistent weakness of all major currencies against the United States dollar, including the euro, yen and pound sterling.

The Representative of the Secretary-General stressed in the Pension Board that short-term results have little meaning in the context of the long-term investment strategy of the Pension Fund. The management of the Pension Fund is geared towards maintaining a careful balance between the expectations of risk and reward over the medium to long term. Over the long-term equities have outperformed other asset classes. This trend provides the rationale for a significant equity weighting in the investment portfolio. Over the 42-year period during which the performance of the Pension Fund has been calculated, the Pension Fund's United States equities outperformed equities outside the United States 27 times. During that period the Pension Fund's bonds denominated in currencies other than the United States dollar outperformed 23 times. Real estate-related investments have provided stable returns for the 30 years in which the total return has been calculated. During that period real estate has had only three years of negative return.

In the discussion in the Pension Board, some members expressed deep concern over the significant reduction of the market value of the Pension Fund's investments. The Pension Board (a) noted the continuing efforts by the management of the investments of the Pension Fund to deal with the market turbulence; (b) reaffirmed that the respective roles and responsibilities of the Pension Board, the Secretary-General, the Investments Committee and management should be maintained and not confused; (c) invited all concerned parties to continue communicating with each other; (d) supported the readiness expressed by the Chairman of the Investments Committee for an improved flow of information to the Pension Board; (e) requested that the report to the Pension Board on the

management of the investments, by the representative of the Secretary-General, should in the future be much more analytical, giving a complete picture of major activities and main developments that transpired during the reporting period; and (f) whenever a significant event occurs in the management of the Pension Fund investment portfolio, the report should include an analysis of the essential elements underlying the variations from normal performance, identifying whatever lessons there are to be learned which can improve future performance and indicating what measures have been, or are planned to be taken to benefit from the analysis.

Finally, taking into account the relevant comments made by the UN Board of Auditors the Pension Board invited the Secretary-General to undertake a review of the procedures and operating methods of the Investment Management Service and to share the results with the Standing Committee at its next meeting on the actions taken as a consequence of this review. The Pension Board also invited the Secretary-General to present to the Standing Committee at its next meeting the terms of reference for an independent external performance review of the investments of the Pension Fund, together with the cost implications of such a review.

Actuarial matters:

The Consulting Actuary submitted a report to the Pension Board on the twenty-sixth actuarial valuation of the Fund as at 31 December 2001; the previous valuation had been as at 31 December 1999 and its results had been reported to the General Assembly at its fifty-fifth session in 2000. The Pension Board also had before it the observations of the Committee of Actuaries, which had examined the valuation report prepared by the Consulting Actuary prior to its submission to the Pension Board. The actuarial valuation had been prepared on the basis of the actuarial assumptions recommended by the Committee of Actuaries and approved by the Standing Committee in 2001, and in accordance with the Regulations and Administrative Rules of the Pension Fund in effect as of the valuation date. As in the past years, the valuation reflected a fully dynamic basis, which assumes inflation to continue indefinitely in the future and with certain assumptions as to growth or decline in future years in the number of participants.

The results of the twenty-sixth regular actuarial valuation of the Pension Fund as at 31 December 2001 indicated a surplus of 2.92 per cent of pensionable remuneration using the same basis as was used at 31 December 1999. The actuarial surplus indicates only the future effect of continuing the current contribution rate under various actuarial assumptions as to future economic and demographic developments and the valuation results were highly dependent upon the actuarial assumptions used.

The Committee of Actuaries informed the Pension Board that this was the third consecutive actuarial valuation that had disclosed a surplus. The two previous actuarial valuations as of 31 December 1999 and 31 December 1997 had disclosed surpluses of 4.25 and 0.36 per cent of pensionable remuneration, respectively. The Committee of Actuaries noted that the reduction in the actuarial surplus as at 31 December 2001 revealed by the current actuarial valuation was attributable to the investment returns, which were lower than that projected under the actuarial economic assumptions, changes in the rates of early retirement and assumptions regarding forecast improvements in pensioner longevity, and changes in the provisions of the Pension Fund approved by the General Assembly in 2001. These reductions were offset to some extent by the gains resulting from the combined effects of the continuing moderate levels of inflation and the strength of the US dollar against certain key currencies, which had a considerable impact on the pensionable remuneration of General Service staff in U.S. dollar terms and on the value of the local currency track pensions in equivalent U.S. dollar terms.

While several members of the Pension Board stressed the need for prudence regarding any changes to the UN pension system, particularly in light of the current economic climate with falling financial market indices and the weakening of the US dollar, the Pension Board took note of the actuarial condition of the Fund, as reflected in the actuarial valuation as at 31 December 2001.

Emergency Fund

The CEO/Secretary reported on the use of the Emergency Fund for the period 1 May 2001 to 30 April 2002. The Emergency Fund had been initially established in 1973 to alleviate the distress suffered by recipients of small pensions due to currency fluctuations and cost-of-living increases. Since 1975 the Emergency Fund had been used to provide relief in individual cases of proven hardship owing to illness, infirmity or similar causes.

In the period under review 15 disbursements amounting to \$28,713 had been made bringing total disbursements over the past two years to \$79,199. Since 1975 total expenditures had amounted to approximately \$911,893 (i.e. an annual average of about \$34,000). At least half of the cases processed during the period under review related to

medical expenses not reimbursed by any other source; other cases related to reimbursement for nursing or domestic assistance and funeral expenses.

The Pension Board was provided with a copy of the Emergency Fund policy guidelines. They had been revised in 2001 in order to take into account the responsibility assumed by the Geneva office for processing cases relating to beneficiaries of UN Organisations with headquarters in Europe and Africa. The revised guidelines also referred to co-operation with FAFICS member associations that have "benevolent funds" which might be able to provide financial assistance without the legal constraints incumbent upon the Emergency Fund. The ILO Staff Pension Committee indicated that it would submit a note on increasing the possible types of financial assistance that could be provided by the Emergency Fund. If so, the CEO/Secretary, in consultation with the UN Office of Legal Affairs, was requested to study the administrative, financial and legal implications of any amendment to the Emergency Fund guidelines proposed by the ILO Staff Pension Committee.

In its statement to the Pension Board, FAFICS noted both positive and negative developments in the CEO/Secretary's report. Whereas Emergency Fund cases were reported to receive priority treatment within the Pension Fund Secretariat, a relatively high number of requests still awaited settlement and their processing took a long time.

FAFICS welcomed the mention made of the Emergency Fund in the CEO/Secretary's annual letter to beneficiaries and also welcomed the fact that in the future the information provided to beneficiaries requesting assistance will include an explanation of the purpose of the Emergency Fund. Furthermore, persons requesting assistance from the Emergency Fund will be given the addresses of FAFICS member associations with a view to soliciting their assistance in preparing request for assistance.

FAFICS regretted the relatively high number of requests still pending. It suggested that the relevant FAFICS member association could be approached when cases were delayed because of the need for additional information or substantiation. FAFICS member associations often had experience in such matters and could help applicants to comply with requests for supplementary information or additional justifications. FAFICS also noted that when the Pension Fund was processing requests for medical assistance, the cases were referred to the various medical services and the secretaries of local staff pension committees for comment and advice.

Administrative costs: after service health insurance:

The CEO/Secretary informed the Pension Board that the number of beneficiaries having their health insurance premiums deducted from monthly pension payments had increased ten-fold since the system was introduced in 1984, and now numbered 20,018 beneficiaries.

When the health insurance premium deductions began in 1984, it had been agreed that UN Organizations would share in the administrative costs involved. This was not necessary when the deductions started since they were made for only one group, namely United Nations' beneficiaries covered by New York health insurance plans, totalling 2,095 beneficiaries.

However, the number of beneficiaries for whom health insurance deductions were now being made had increased significantly causing considerable additional workload for the Pension Fund Secretariat. The CEO/Secretary will prepare a study of the resources presently devoted to the deductions of after service health insurance premiums and submit proposals for cost-sharing arrangements with participating organizations to the Standing Committee in 2003.

FAFICS stressed the importance it attached to the deduction of health insurance premiums from monthly pension payments. This scheme is especially important to beneficiaries residing in countries where a cheque or bank transfer in foreign currency is complicated and costly. The scheme makes life much easier for beneficiaries, including those who may suffer from poor memory or lack of mobility.

FAFICS stated that it was pleased to learn of the increasing number of beneficiaries having their health insurance premiums deducted and hoped that the resources will be provided to cover the increased workload involved. FAFICS noted that the participating UN Organizations have social welfare obligations towards their former staff members and hoped that they were prepared to provide the necessary additional resources.

FAFICS member associations could request their members whose health insurance premiums are being deducted from their monthly pensions payment, to address all questions concerning changes in their monthly health insurance deduction to their former organization's health insurance unit and not send their question to the Pension Fund Secretariat.

Enhancement of the Geneva Office

As part of a project for the longer-term vision and objectives of the Pension Fund, the CEO/Secretary presented a report to the Pension Board describing the progress that had been achieved in enhancing the Pension Fund's Geneva office.

Previously the Geneva office provided services, including the processing and payment of benefits, for participants separating from UN Organizations located in Geneva, plus a few other UN Offices located elsewhere in Europe. With the beginning of the enhancement of the Geneva office, it took over from the New York office identical responsibilities for WHO field staff, IAEA, UNIDO, IMO, IFAD, ICCROM, EPPO, as well as servicing participants in ECA, UNEP, UNCHS, UNON, UNRWA, UNOV, ESCWA, ITLOS and ICJ in the course of the years 2000-2001. A second phase of enhancement of the Geneva office in the 2002-2003 biennium is now under way during which responsibility for UNESCO and the ILO field offices have been effectively taken over as of April 2002.

In accordance with the Pension Fund's new quality service commitment, the Pension Fund Geneva office had set as its target the processing of new pension benefits within 15 calendar days, upon receipt of the required documents from the employing organization. It had achieved this target during the first five months of 2002 when there was an unusual increase in the number of separations.

The Geneva office cooperates closely with AAFI-AFICS in Geneva, by participating in pre-retirement seminars, and organizing round tables and open discussions involving officers and volunteers from other retiree associations in Geneva. It had assisted AAFI-AFICS in providing replies and advice to members and visitors seeking guidance regarding pension provisions and benefits. It provides AAFI-AFICS with copies of all official Pension Fund documents issued in New York.

At the Pension Board session, FAFICS congratulated the CEO/Secretary and the Chief of the Geneva office for their excellent record in processing pension benefits and thanked them for the support given to the Federation and its member association in Geneva and elsewhere.

Business continuity planning

The CEO/Secretary reported to the Pension Board on the activities undertaken to carry out a project on "Information Security" that had been requested by the Standing Committee in 2001. He reported that the project was designed to protect the records and services to participants and beneficiaries in case of a disaster. A "Recovery Plan" designed to retrieve pension fund records and restore activities in the New York and Geneva offices, if a disaster should occur has also been developed. Both plans should be completed by 31 December 2002. The Pension Board expressed its appreciation for the information provided by the CEO/Secretary, which represented significant steps toward achieving better service and efficiency. The Pension Board noted that reports on these projects will be submitted to its future sessions as well as to the Standing Committee.

Quality management and communications policies

As part of efforts to establish clear, client-oriented objectives, the CEO/Secretary informed the Pension Board that he had launched a management charter project to elaborate a framework for the longer-term vision and objectives of the Pension Fund. He reported on the progress achieved to date. The text of the new management charter was circulated at the Pension Board and it will be available as a brochure to be sent to all beneficiaries.

Other brochures will be issued, including one on the quality management policy and one on the communications policy. All brochures and booklets will be available to all interested parties. The aim is to customize the Pension Fund communications in accordance with the needs of participants, beneficiaries, member organizations, the Pension Board, its Standing Committee, staff and FAFICS member associations. A major feature of the new policy will be the enhanced client-orientation of Pension Fund communications.

Publications such as the annual letter to beneficiaries sent by the CEO/Secretary will be supplemented by a more succinct annual report providing key information, including statistics and diagrams. Special issues of the Pension

Fund's new publication "*Pension Info*" dealing with specific topics will be published and circulated to specific groups of clients. Booklets and posters will be prepared that explain in simple and comprehensible terms the complex aspects of certain Pension Fund regulations and rules. A special brochure on restoration and validation of pension benefits is already available; a brochure offering guidance to surviving spouses is under preparation.

FAFICS will be able to obtain special purpose information on the Pension Fund's Internet site covering such matters as administrative issues, health and life insurance questions. Moreover, the Pension Fund web site had been updated; participants and beneficiaries can suggest improvements to facilitate on-site consultation. The goal is to enable: (a) participants to calculate on line their own pension entitlement estimates; and (b) for beneficiaries to secure information, such as the quarterly statement reporting their individual monthly benefits. The Pension Fund will also increase its use of e-mail to exchange factual information, however continuing to use the traditional, signed correspondence for more complex matters.

FAFICS expressed appreciation for the positive manner in which relations with retirees and other beneficiaries will be handled in the future. Problems affecting Pension Fund beneficiaries often arose for different reasons; sometimes because beneficiaries were living in countries experiencing social or economic difficulties; other times because individual pensioners were seeking assistance and advice on pension matters. FAFICS felt that it was important in such cases that beneficiaries receive a prompt acknowledgement of their communication as well as a clear and proper response to their concerns.

FAFICS stressed that while the Internet was available to many beneficiaries, it must be noted that some elderly beneficiaries were not familiar with computer technologies, or they may not have access to the Internet.

FAFICS recommended that the Pension Fund improve its telephone answering services. Beneficiaries trying to contact the Pension Fund offices by telephone often had urgent reasons for doing so; for example, in the case of the death of a beneficiary. Beneficiaries also may call from different time zones or their calls might be made outside the normal official working hours. It was important for the Pension Fund to install a voice mail system that enabled the beneficiary to record the purpose of their call, their name and their telephone number. FAFICS was informed that the Pension Fund planned to install an automatic telephone answering system that could respond to specific questions, such as the amount of the pension adjustment that might be made on 1 April of any year.

Whole office review

At its meeting in 2001, the Standing Committee had requested the CEO/Secretary to carry out a whole office review of the staffing structure and staffing levels of both the Pension Fund Secretariat and the Investment Management Service in the light of the new structure proposed. The whole office review was presented to the Pension Board in Rome at its July 2002 session and as a result, the CEO/Secretary requested the reclassification of several existing posts as well as several new posts in the Pension Fund Secretariat. While some Pension Board members and FAFICS supported the CEO/Secretary's efforts and plans, they were endorsed only in principle by the Pension Board as a whole. However, despite strong objections from Participants Representatives, several other Board Members and FAFICS, the Pension Board decided to take no action at this session on the request for reclassifications and new posts. The proposals will therefore be presented to the Standing Committee in 2003, in the context of the Pension Fund budget proposals for 2004-2005.

Office space for the pension fund:

The CEO/Secretary reported that a lease for office space in a building near the UN in New York had been signed to accommodate the immediate space requirements related to information technology re-engineering projects. The Pension Board was also informed that a search for permanent premises for the Pension Fund, including the Investment Management Service had been initiated, in conformity with a recommendation made by the Standing Committee. A suitable property had been identified in the vicinity of the UN but negotiations for the building failed because the owners decided to sell individual floors of office space under a condominium offering plan.

[to be continued in the next issue of the Bulletin]

UUU

PENSIONS

THE PENSION FUND AT GENEVA

Interview of Gilbert Ferrari, Chief of the Geneva Office of the Pension Fund, by Mr. J-M. Jakobowicz (cf. UN Special N° 602, July-August 2002), reproduced with the permission of the author, Editor-in-Chief, and Mr Ferrari.

What is the history of the Pension Fund at Geneva?

The Geneva office of the Pension Fund dates from 13 May 1975. With the passage of time, its responsibilities gradually increased, and in 1990 a group of consultants recommended a further development of its role. Thus Geneva is now responsible for 15 of the 18 affiliated organizations such as WHO, ILO, IAEA, IMO, UNIDO, UNESCO, etc., as well as nine large offices of the United Nations such as ECA, UNEP or ESCWA. Geographic proximity as well as familiarity with several European languages, better knowledge of national administrative procedures and retirees' living conditions helped to deal with records and better assist active participants and retirees living in our region. The objective is to give Geneva responsibility for Europe, Africa and the Middle East. We look after 32,000 people out of 80,000, some 40% of the participants. As for pensioners who look to us for help, they are about 13,000 out of the total of 48,000 in receipt of monthly benefits. We aim to cover from here all the organizations and UN offices based in Europe, Africa and the Middle East, and to serve and assist the pensioners living in these regions. In this way we would have administrative responsibility for 50% of the participants in the Fund, and establishing their benefits.

How many of you are there in the service?

At present we are 21, in two sections: participation, entitlements and contributions (13 persons) and finance and information technology (6 persons), plus an administrative assistant and myself.

What does administrative responsibility imply in this context?

Our role is to assist each employee of the international organizations from the moment he or she joins the Pension Fund until he ceases employment, that is to say initial entry into the UNJSPF system, validation and eventual restoration of previous service, explaining the implications of and choices between various administrative options (such as unpaid leave or breaks in service). Also providing estimates of pension entitlement at the time of retirement, thus assisting a retiree in his choices within a pension system which, although of high quality, is inevitably complex due to the need to cover disparate situations, both as regards place of work and place of retirement.

Our role in advising on the different options, on advantages and disadvantages, in the light of what an individual says are his needs, is large and has wide implications. There is a sharing with the future pensioner who confides in us part of his life, his expectations, his fears, his hopes; in a way a certain intimacy develops, and rather than being just a professional job, it is a human relationship that results. He tells us about his life, we advise him so that he can make his choice on what will largely determine his future new life as a pensioner. In accordance with his choice, we therefore have the responsibility of calculating his entitlement and paying it. Paying his entitlement implies paying the first monthly pension (including it in the monthly payroll of the Fund), paying the lump sum if this has been requested, or paying a withdrawal or residual settlement.

What can you say about the choice of taking a lump sum or not?

Various factors have to be taken into account when making this choice. There are technical factors which we can share with the beneficiary. But during our dialogue we also stress the importance of personal factors, and, if he wishes, as is frequently the case, we weigh up all the diverse aspects so as to arrive at the best choice in his particular case. Among the technical factors, two are of greatest importance:

On the one hand, remember that, with the well-known exception of Austria, every retired international civil servant resident in Europe has to pay income tax on the basis of his monthly pension. His income tax liability will therefore be reduced if he lowers this monthly amount by taking one-third as a lump sum. That is a positive financial element. In fact the same applies in most countries outside Europe.

On the other hand, taking the lump sum does not reduce the survivor's benefit which remains at 50% of the total pension entitlement before taking the lump sum. This is a protection for the family.

If our client says he intends to take the lump sum, either the maximum one-third or a smaller amount, we suggest that he reflect on whether his needs, his lifestyle and habits will allow him to live on the reduced monthly pension; we urge him to study carefully how he will manage his finances.

In a choice such as this, the number of years of contributory service is relevant. If a person has many years to his credit, he or she is much more likely to take a lump sum, the remaining monthly pension amount still being considerable.

We remind our interlocutor of the need to plan his life in retirement according to his income, which will normally be in large part his UNJSPF pension.

Some people wonder whether taking the lump sum is financially judicious; because longevity is a factor in the calculation of the lump sum, if they were to live to a greater age than the average participant or beneficiary (about 83 years), they would not gain financially in the long run. My reply to this is to ask whether, financial considerations apart, the fact of still being alive when many other colleagues died soon after retirement, is not a far greater advantage than the purely financial one. It is my hope that being alive will always remain the prime consideration.

What about the “dollar track” and “local track”

The dollar track is stability in that currency and indexing of the basic pension to movements in the consumer price index of the United States. It is an excellent system for those who live in a country where the US dollar is of primordial importance or where substantial regular expenditure is made in dollars. We can, of course, pay a dollar-track pension in a currency other than US dollars. In this case we use the UN exchange rate operating during the month prior to each quarter, and your pension could thus change every three months, up or down, according to the evolution of the exchange rate. For a pensioner living, for example, in Switzerland or another European country where expenditure is mostly in local currency - Swiss francs or euros - these changes can be upsetting, even difficult if the quarterly exchange rate were to fall substantially. That is where the local track comes in.

Choosing the local track is to opt for a stable pension in the currency of your country of residence and to be linked to movements in the consumer price index of that country. It offers security and peace of mind. You know in advance how much your pension will be in the currency of expenditure. Calculation of the pension amount in local currency is based on the average exchange rate during the 36 months preceding retirement. This means that, according to the value of this average at the time of retirement and the quarterly value, it may be preferable to start retirement under the dollar track system and then, if the quarterly value falls below the average, change to the local track. We are ready to give advice both at the time of retirement and when pondering on changing to the local track.

What problems do you encounter with active and retired officials?

The majority of active international civil servants know little about the mechanics of the Fund and of the options available. As retirement approaches, these matters become urgent and people come to us for discussion and advice. We see to it that this is conducted by staff with broad professional competence and a good sense of communication. This is why such matters are handled by chiefs of section and their colleagues.

Is this because of the complexity of the system?

This also, because it is a system that must function equitably throughout the world, and that cannot be done simply.

Pensioners live in countries that have different currencies, different purchasing power and different cultures. There is thus an additional inherent complexity in the reasoning and nature of each client.

Our role is to be available to these people, and, more importantly, not to sell a ready-made UNJSPF item, but to listen carefully so as to perceive their nuances, their origins, their destinations, their environments, and to suggest the approach that seems most beneficial to them, and not some ready-made “dollar-track” or “local-track” cliché, or perhaps suggest to consider the merit of a monthly pension versus a withdrawal settlement which in some cases is more attractive.

What are the problems for retirees?

First of all choice of place of residence, then choice of dollar or local track. The latter question is a bit simpler now that twelve countries have adopted the euro. It makes it easier for retirees to move around using the same currency. Moreover, inflation rates are tending to converge, harmonising purchasing power in the different countries.

Then again, some wonder what they are going to do with their lump sum. It is delicate to give advice here, our role is principally to warn about the risks inherent in investments offering extraordinary returns. We advocate limiting exposure to such risks. "Do as a good head of family would do". Never forget that it is your pension, earned over many years, and supposed to see you through the rest of your life.

And as concerns taxes?

As we mention above in speaking about the lump sum, we point out that virtually all countries have a fiscal system that taxes monthly pensions.

Everything touching on taxation is delicate and complicated, and it is not in our sphere of responsibility nor competence. Nevertheless, we willingly pass on confirmed information that comes to us. For instance, in France and in Switzerland the monthly pension is subject to income tax, but not the lump sum. Only income from its investment is taxable. It is up to each individual to find out about the relevant tax regulations in his chosen country of residence.

Is a pension the same in all European countries?

Yes, under the dollar track the pension is the same number of US dollars wherever the pensioner lives. The pensioner chooses either to convert his pension into local currency himself at the spot market rate, or he asks us to convert it, in which case it will be at the quarterly average UN exchange rate.

Under the local track which, as I said earlier, was created to give the same purchasing power in different countries, it may be that a pension in one country is more than in another. When the country of residence has a higher cost of living than that at the reference point of the system, namely New York, the pension is enhanced by a cost-of-living differential. But at present there are only two countries where that applies: Japan and Hong Kong. As we speak, local-track pensions are the same in all European countries. Note that there is never a negative adjustment to your dollar pension if the local cost of living is lower than in New York.

When will we have pension values on the internet?

In a fortnight, mid-July 2002. The aim is to make available on the Fund's site: <www.unjspf.org> a system whereby a participant may, by entering certain personal data, find his options and an estimated pension amount for a given date of retirement.

UUU

TAXATION

Taxation in France

We reproduce below a detailed article by our colleague Jean-François Santarelli on French taxation, with the kind permission of Mario Tavelli, Secretary of the Former officials' Section of the ILO Staff Union and Carl Krummel, Editor of the *Letter to former ILO Officials* dated May 2002.

This article deals with the question of the tax levied in France on benefits paid by the UN Joint Pension Fund for social contributions (CSG and CRDS) under Order n° 2001-377 dated 2 May 2001. (see AAFI-AFICS *Bulletin* 62 n° 2 of April 2002)

Uncertainty remains at the time of writing (31 July 2002) regarding the date of application of the measures prescribed by the above order, but at the present stage, one can draw the following conclusions.

Retirees living in France who receive a pension from the United Nations Joint Staff Pension Fund and are not insured by a compulsory insurance scheme (*sécurité sociale*) should not or no longer have to pay social contributions **on their UN pension** in 2002. If, in the autumn of 2002, they were nevertheless to receive a taxation return requesting the payment of those taxes on their UN pension, they should submit a claim to the tax office (address given on the form) requesting their exemption, and, if necessary, asking for a payment delay regarding the amount under dispute until **a final decision is taken concerning their request**.

Amounts paid in 2000 and 2001 on UN pensions

If in 2000 and/or 2001 you have paid social contributions on your UN pension and you are not insured by the French compulsory insurance system, you may consider that the Order of 2 May 2001 should be applicable since February 2000, date of the judgement of the European Court of Justice. If you so decide, you could then request the reimbursement of the amounts you paid in 2000 and 2001 from the office which established the relevant taxation form. In view of the prevailing uncertainty on the subject, you will therefore have to decide whether or not to submit this claim.

In any case, requests for the reimbursement of amounts paid in 2000 and 2001 on UN pensions received in 1999 and 2000 must be submitted before 31 December 2002 and 31 December 2003 respectively (i.e. 31 December of the second year following the year during which the claim was established).

NB : The reference in J.-F. Santarelli's article concerning the possibilities for the joint use of Social Security and ILO/ITU SHIF benefits applies also to the health insurance schemes of the WHO and UN/HCR/WMO in accordance with their own regulations and most likely also to all the health insurance schemes of the various organisations of the United Nations system. In case of doubt, it would be advisable to enquire with your own insurance system before taking a decision on this matter.

UUU

HEALTH

ATTENTION ALL FORMER UN EXPERTS, ECONOMIC COMMISSION PERSONNEL (EXCEPT ECE), UNDP, UNICEF, UNRWA AND PEACE-KEEPING CIVILIAN STAFF MEMBERS, WHO HAVE TAKEN OUT AFTER-SERVICE HEALTH INSURANCE WITH THE UN'S VAN BREDA (OVERSEAS) INSURANCE PLAN

Active staff and pensioners of the United Nations are taking initiatives for the introduction of long-term care benefits in the United Nations Van Breda (Overseas) health insurance plan. The UN Field Service Staff Union is planning to raise this matter at a meeting of the organization's Staff-Management Coordinating Committee to be held in New York at the end of September 2002. On the pensioner side, the undersigned will be asking the Governing Board of AFICS-New York to bring the same request up in UN Headquarters' Health and Life Insurance Committee.

A petition will be sent to the Secretary-General of the United Nations, asking for his support in having long-term care benefits introduced in this insurance. It describes the type of dependency for which long-term care benefits are being sought. Dependency means being unable to perform basic everyday tasks for oneself; it may occur at any age but it normally affects the elderly. The petition asks for long-term care benefits to cover assistance in the home, as well as in a clinic or hospital. We are anxious for the petition to be signed by a maximum number of interested UN retirees.

Members of AAFI-AFICS who are insured with this plan, or who have knowledge of other former colleagues who are so insured, may request copies of the petition to the Secretary-General by writing, e-mailing or telephoning to one of us (instructions regarding the forwarding of the petition will be given):

Gualtiero Fulcheri
79 rue de Brancas
FR-84210 Pernes-les-Fontaines
France
Tel. +33 490 616 688
e-mail : Gfulcheri@aol.com

Anders Tholle
« La Crémaillère »
Route de la Patinoire
CH-1875 Morgins
Switzerland
Tel. +41 24 477 35 51
e-mail : tholle@cytanet.com.cy

UUU

SHIF - A buoyant scheme

A recent issue of *Union*, the journal of the ILO Staff Union, contained several articles on the ILO/ITU Staff Health Insurance Fund (SHIF). While a number of issues discussed were of interest primarily to the members of that Fund, some raised questions of principle that should be of concern to a wider readership, particularly the members of AAFI-AFICS.

One article referred to the fact that retirees cost more to the Fund than active staff. For example, in 2000, for \$100 of contribution income, staff at HQ and external offices received \$82 in benefits, and retirees \$136. Those figures are not surprising, if one bears in mind differences of age and of the income on which contributions are assessed. The average age of active members of the ILO/ITU Fund is 45 years, that of pensioners 70 years. The average pension of the retirees is 22 % less than the average remuneration of active staff. What should be borne in mind is that today's pensioners contributed while they were active staff. They thus accepted to pay relatively more while active in order to be able to enjoy protection under the same conditions once they retired. Today's active staff are doing likewise, and will be glad to have done so when the day of their retirement arrives. It is thus less a question of one generation subsidizing an earlier one than each generation paying its way over a lifetime of coverage by the insurance. In the case of pensioners with less than 25 years of pensionable service, the Fund's rules require payment of contribution on the notional UN pension that they would have received after 25 years of pensionable service. In one respect, pensioners are treated less favourably than active staff. Their contributions are assessed on their gross (i.e. pre-tax) pension, while active staff are assessed on their net (after tax) remuneration.

Another issue concerns the part played by pensioners and active staff in the management of the Fund. At present, there is the unusual situation in which five of the eight elected members of the Management Committee of the ILO/ITU Fund (including the four titular members) are retirees. Even though this is the result of a democratic electoral process, it would be desirable to have more balanced representation. The question is: how should that be brought about? In my view, the proper course is to find well qualified younger candidates who will find favour among the electors. What is important is that all elected Committee members should – as hitherto – consider it their responsibility to defend the interests of all Fund members, not sectional interests.

Klaus Samson.

UUU

OF CABBAGES AND KINGS

Gambolling in Gambia

Last year, I wrote (*Bulletin* Vol. 60 No. 3 of June 2001, in case you're a fussy *fonctionnaire*) about the loneliness of those who were the only AFICS members in their country.

Gambia was one such country.

By a set of curious chances, last spring I found myself gambolling in Gambia and I bethought me of our lonely member. Dr. John Mahoney, for such he was, formerly of WHO, Brazzaville, was kind enough to come over and we spent a pleasant couple of hours together. He didn't look very lonely and I didn't dare ask him if he was; in fact, both he and his wife are very busy people and everyone in Banjul knows them. He had come to Geneva for the 60th Anniversary lunch in July 2000; why on earth didn't he tell us? It's not every day that we are visited by a

member from Gambia, even if he isn't lonely. He deserved a scolding so I administered this. To make up for this, he has promised (I often interpret any startled look as a promise) to write us a piece for the *Bulletin*, perhaps about the Second Generation. He has a very interesting 2nd generation.

Well, let me tell you about Gambia. It is a thin, horizontal country. It is on the left hand side of Africa. It sticks into Senegal which is a big country. It is an island of anglophonie in a sea of francophonie which fazes no one because Mandingos and Wolofs straddle the fine frontier created by England and France. Everyone is very friendly. Even I didn't need a visa; the UNDP driver who met me spoke a friendly word to the passport official and this completed the formalities.

Now, it so happened that while I was there, the World Soccer Cup began, which as we all know, is the most important event on our planet. While Gambia wasn't fielding a team of its own, it had close links with the tournament. The father of Tony Sanneh, a member of the surprising US team, came from Gambia. And the French coach of the Senegal team, Bruno Metsu, was married to a Senegalese. And we in Gambia were rooting for Senegal.

Well, so there we were, watching the opening game of the World Cup, ready to sympathise with the poor Senegalese and what happened? We had to sympathise with the French tourists in the hotel, lined up to see the Champions triumph, and having to watch the hotel staff whooping with joy and forgetting to serve lunch.

Since our entire world is now ruled by television rather than governments, it is not strange that while the world was riveted on football, events such as the FAO Summit Conference on Food and the G-8 Summit in Alberta went unnoticed. And who can doubt that soccer has far more influence on world affairs than Summit meetings? Brazil forgot her economic woes, South Korea moved up a few notches in the world community while France and Italy slipped down a notch or two.

But we cannot allow our world summits to be overshadowed by trivial pursuits. The remedy is obvious: we must learn from the World Cup (I wish I could use the acronym but it might be considered rude): competition and suspense.

So for the G-8 we must begin selecting the eight countries months ahead with qualifying rounds. Every country would be entitled to compete; why shouldn't the Seychelles and Micronesia have a chance? And of course Gambia; why should it be debarred just because it is small and thin? Democracy and Equality are our watchwords. The earlier rounds would of course be on smaller summits; the first round could have summits of 3000 m; the second round have summits of 4000 m. and so on until the final summit would reach 8000 m. To make this more attractive on TV, Tony Blair could take on the Mohican hair style; Chirac could have a pony tail (he might need a wig); Koziumi could have a clean shaven head; and Bush could have a bushy triangle of hair in front.

You may ask: but how could a team thus chosen make pronouncements on the world situation? Quite simple, really. They would polish up the previous year's declaration: state their intention to stabilize the world economy, to create employment, to give another three cheers for globalisation, to give massive help to the poor countries and make them rich. The declaration would then be stored away till next year.

Members of the Security Council could also be chosen in similar fashion. We could make the selections through a Quiz competition, with difficult questions such as: *What is the difference between the UN and NATO? Of which country is Euro the currency? What is the capital of the US? What country has just joined the UN? Is there any difference between Gambia and Zambia?* The five top winners would have the veto. The Secretary-General would be the Quizmaster.

Gambia. I was telling you all about Gambia. Well, Gambia is a thin, horizontal country on the left hand side of Africa.....

20 July 2002

Aamir Ali.

UUU

CAREER MEMORIES

The UN experiences of a colour-blind seaman (cont.)

Anders Tholle

Geneva

In January 1968 I transferred from Amman to Geneva, where I took up the functions of Senior Clerk (Commis principal) in the Director-General's office, continuing to work under Mr. Spinelli and later on with his successor *Vittorio Winspeare Guiccardi*, also an Italian diplomat. My tasks were to assist the Office's Administrative Assistant *Christiane Turrel*, and to distribute incoming cables to the different agencies, divisions and services in the Palais des Nations. I am deeply indebted to Christiane, who is a member of AAFI-AFICS and lives in Southern France at the ripe age of 88, for all the time and effort she devoted to improving my knowledge of the French language. When I was preparing myself to pass the official UN French language exams, Christiane worked extra hard, by giving me daily dictation tests in the office. And I passed the UN language test with excellent notes. The supervisor of this exam was none other than our dear AAFI-AFICS member, and former Editor of the *Bulletin*, *Juliette Bérard*.

The Director-General's office at the Palais des Nations is normally taken over by the Secretary-General of the UN whenever he is in Geneva. The Director-General will then relocate into another office on the elegant and silver-doored first floor of the Palais des Nations. This was how I came to get acquainted with *U Thant* and his entourage from New York. U Thant was fond of Cuban Havana cigars and had a problem with getting them in New York because of the American boycott of Cuba. So during his visits we would arrange for the delivery of fresh Havanas from *Davidoffs* in Geneva. We also arranged to send a box of Cuban cigars under cover of a "personal and confidential" letter-parcel from *Mr. Winspeare* to U Thant in the weekly diplomatic pouch from Geneva to New York.

My skills in operating the UN's code machines, which by now had become electrical, provided me with some occasional diversions from Geneva. When Ambassador Winspeare was asked by the Secretary-General to undertake a mission to Bahrein, in order to sound out the population's wishes with regard to independence from Britain, I was put on the mission team, together with Office's newly arrived Chef de Cabinet *Erik Jensen*, who despite his Danish name and parentage is a national of Malaysia, and Security Officer *Lucien Comensoli*. We spent three interesting weeks in Bahrein. And by the way, Erik Jensen has now retired from UN service and he is President of our sister association BAFUNCS, in the United Kingdom. Comensoli has also retired and is a member of AAFI-AFICS.

Another time I was called in to replace U Thant's regular code operator, who had fallen ill, on a trip to Europe. I met up with the Secretary-General in Paris and travelled with him and his team to Belgrade. There U Thant held consultations with the Yugoslav Government. Afterwards we visited Skopje where the UN was engaged in assistance in reconstructing the city, which had been devastated by an earthquake. Finally, we were flown to a port on Yugoslavia's northern coast and from there we sailed on a Yugoslav navy ship to the island of Brioni, *President Tito's* summer residence. The Secretary-General held private meetings with Tito, and after that we all participated in their joint lunch. I found myself sitting next to *Mrs. Tito*. President Tito and U Thant were sitting just across from me. I did my best to have some small conversation with Mrs. Tito, a lady who fell out of political favour some years later. When Tito asked me some questions about Danish politicians and politics, I had to explain my ignorance after having been away from my home country for many years. U Thant's European travel continued to Rome, where he called on the Italian Government. We followed him to different government offices in Rome and I was introduced to and shook hands with *Aldo Moro*, who was Foreign Minister at the time. Some years later he was kidnapped and killed by the Red Brigades.

In 1973 I was transferred to the Economic Commission for Europe (ECE) where I worked as an Administrative Officer, getting promoted from General Service to the professional category. I was responsible for a very active programme of meetings, and for the management of the Commission's budget. *Janosz Stanovnik* was the Executive Secretary, an inspiring and visionary boss, with whom it was a privilege and a great experience to work.

It was during my ECE years that I became active in staff and pension representation. Staff representation at the UN Office in Geneva had become unlike any other organization. There had been a break with a long-serving and controversial Chairman, around whom a splinter union had been created. This led to the further creation of other unions. Differences of opinion and rivalries between representatives were frequent. Meetings often became tense and sometimes tumultuous. It did not help that the Administration committed a major error in refusing to implement the results of a General Service salary survey in 1976. I served on the "official" Staff Committee, as Secretary and later as Chairman. I was also involved with FICSA, as Treasurer and General Secretary. One year I went to New York to complain to higher authorities about the General Service salaries, shortly after there had been a short work stoppage in the technical control room of the Palais des Nations at the instigation of a splinter staff union over the same salary issue. Secretary-General *Kurt Waldheim* had taken a hasty and, in my view, ill-considered decision after this. I asked to see the Secretary-General together with two other staff representatives from Geneva. Under-Secretary-General *George Davidson* arranged this and accompanied us to the meeting on the 38th floor. I started by telling the Secretary-General that we were unhappy about his recent decision on the matter at hand, and I was about to go into substance, when one of my fellow representatives *John Pace* interrupted and literally told the Secretary-General that he had been acting in panic "as if someone had held a gun to his head". Mr. Waldheim became flustered, red in the face, rose up, looked at his wristwatch, and said that he had completely forgotten about another appointment and told us to leave his office. We left, together with George Davidson who was furious with us and swore that he would never help us to get another appointment. So I count among my memories of the UN, the feat of having been kicked out of the Secretary-General's office.

Being a participants' representative to the UN Pension Committee, and through that body to the Pension Board was not an easy task in the 1970's and early 1980's. There were profound divisions between the organizations of the UN system, depending upon which side of the Atlantic ocean their headquarters were located. The fixed parities of the US dollar had been abandoned, and the dollar went into a free fall. In Switzerland its exchange rate was reduced from 4.42 Swiss francs to 1.15 Swiss francs and it sometimes came very close to one Swiss franc. UN pensions in Europe were drastically reduced and there were many cases of serious financial hardship. It was also quite difficult for me to get elected. Although I could count on the full support of the UN staff in Geneva and Vienna, the election to the UN Pension Committee was a worldwide event, and the staff in New York were afraid that any tampering with the pension system in order to improve the lot of pensioners residing in Switzerland, could lead to reduction of the basic US dollar pension. So, they did not vote for me and neither did the UNDP staff, which have also got their headquarters in New York. As a result, I never managed to get elected to the position of member. I was always an alternate. In fairness, it must be mentioned that the UN consistently made sure that I, and the other alternate representative *Sergio Zampetti*, from UNIDO, Vienna, travelled to and participated in all Pension Board and Standing Committee meetings. We were also afforded every opportunity to speak at such meetings, but we would often have to sit and listen to the New York-based member representatives intervening after us, to inform the audience that we only represented a minority.

Thanks to a united front among the administrations and staff of the UN agencies based in Europe, and the understanding attitude of Pension Fund Secretaries, in particular *Anthony Mango* and his successor *Raymond Gieri*, progress was made in the 1980's. A compromise plan was struck in Washington, improvements followed in later years. A dual track pension adjustment system is now in place.

Back to Jerusalem

In 1989 I was serving as Chief Administrative Officer of the UN Peacekeeping Force in Cyprus, UNFICYP. I enjoyed the assignment on Aphrodite's island and I was only a few years away from retirement, when UN Headquarters asked me to report urgently to UNTSO in Jerusalem, to take over from another Chief Administrative Officer who was being recalled to New York.

I took up my new assignment as requested. Going back to Government House, where I had first served as a young Field Service Officer some thirty years earlier was an interesting experience. We moved our home from Nicosia to Beit Hanina, a Christian Arab neighbourhood, north of Jerusalem.

My stay in Jerusalem coincided with the first "*intifada*" launched by the Palestinian youth. I had no business going to the confrontation areas where these youngsters would be throwing stones at the Israeli military and get shot at in return. But I – and many of my colleagues – were exposed to vigilante incidents which took place at night on the streets of the occupied West Bank cities, where many of us lived. The organizers of the *intifada* wanted the Palestinian population to mourn and protest the Israeli occupation, *inter-alia* by refraining from social celebrations and staying at home at night. Therefore, any car which was out driving after dark would be suspected of being

Israeli. And the kids would throw stones. This happened to me a couple of times, fortunately without my getting hurt. Other colleagues were not so lucky and needed medical treatment from broken windscreens etc.

What I had not counted on in connection with my last assignment to Jerusalem, was that I would be forced to evacuate my wife from a UN mission area once more. The invasion of Kuwait by Iraq had created tensions in the Middle East. The UN authorized military action by a coalition of different forces, including Egypt and Syria, under the leadership of the United States. The Gulf War started. Iraq threatened to launch "Scud" missiles on Israel, and the Israeli public was issued with gas masks capable of resisting missiles loaded with chemical weapons. We arranged a similar distribution to our staff and dependents. We also gave training on how to establish a "secure room" in the private home, namely by selecting a room, preferably a bathroom. To seal this room's doors and windows with plastic tapes, to stay there during air raid warnings, equipped with a transistor radio, a gasmask and provisions of food and liquids for some days. As tension continued to rise and Iraq repeated its threats of missile attacks on Israel, UN Headquarters decided that dependents and non-essential staff should be evacuated out of the area. We contracted charter aircraft and brought over 400 dependents and non-essential staff to Cyprus. My wife also had to go; but as we had a sailing boat moored in a marina on the island she could stay on our boat instead of in a hotel.

I remained behind in Jerusalem, together with the commanding General and essential military and civilian staff. As we were concerned about the risk of chemical attacks, the General decided that all staff could be relocated to Government House. The old British ball room, which we were normally using for meetings, was converted into a dormitory and divided into separate areas for boys and girls. No one was obliged to relocate, but those who felt more secure by spending the night with us at Headquarters were welcome to do so. In the beginning all the bunks were taken, but as time went by and there were no immediate missile attacks, we started going home again. Later on, when missile attacks did occur, some staff would return to spend their nights at Government House.

None of the Iraqi missiles contained any chemical substances. Several dozens of them were fired and hit Israel, mostly in or near the bigger cities on the coast. One was rumoured to have fallen near Jerusalem, but details were never given by the authorities. I was in my house one evening towards the end of the Gulf War, when the air raid sirens sounded. I had meticulously observed the rules during all previous air raids; gone into my "safe room", brought a transistor radio, the gas mask and a bit of nourishment with me, sealed the door after me, and waited for the all-clear signal. This night I decided to run the risk of going outside in the garden, with a gasmask hanging around my neck, to watch the sky for missiles. And I was lucky to see one, flying out of the sky into the earth's atmosphere and heading down over the Israeli coastline like a meteor. I also saw two defense missiles, fired by the Israelis, coming up to meet the incoming Iraqi "Scud". They did not hit it, and all three missiles fell to the ground sending the sound of three detonations up to my garden lookout in Jerusalem.

* * *

I wrote about my colour-blindness at the beginning of these "Experiences", and of how this had prevented me from realizing the dream of becoming a Captain in the Danish Merchant Marine. I have never regretted becoming a staff member of the United Nations. But I did manage, after all, also to become a "Captain". During our twenty years in the Geneva region, my wife and I were active sailors on the Geneva lake. We went through two sailing boats of our own, and for some time I was also a part owner of a big motorboat. I was always the skipper. We chartered sailing yachts together with friends in the CERN Yachting Club, and went sailing in different parts of the Mediterranean. We both took courses and passed the "big" sea navigation exam (Permis B) conducted by the Cruising Club of Switzerland. On my license, the Club noted that I should be accompanied on the deck by a non-colourblind crewmember during night sailing. When we moved out to Cyprus we bought a 41-foot sailing boat and used it to sail around the island, often to Turkey and sometimes to Israel. And on all of these cruises, I was the captain. If, during overnight crossings, I came into doubt about the colour of the lights I saw on a ship on the horizon, I would call my wife on deck for help.

UUU

LETTERS TO THE EDITOR

Rejuvenation

One of our readers, who wishes to remain anonymous, has asked the Editor to convey this exchange of conversation between a doctor and his patient "This medicine will make you ten years younger", says the doctor, looking up from his prescription book. "Yes", stutters the patient, "but what will happen to my old age pension?".

Presenting A.F.I.C.S.

Who are we?

The French-speaking Association for the Integration of Dogs in Society (A.F.I.C.S.) is an organisation which aims to integrate dogs in city life in the most harmonious way possible, to provide all kinds of information which will enable dog owners and their dogs to have a better life within their families but also more widely in towns and cities, as well as to protect dogs in accordance with the declaration of the universal rights of animals.

NOUVEAUX MEMBRES - NEW MEMBERS

juin – août 2002

BARRAS Yvonne C. (ILO)	route de la Gare 29, CH-1242 Satigny	%+41 (0)22 753 1440
BARROZO Filipina (UNHCR)	rue de Montbrillant 86, CH-1202 Genève	%+41 (0)22 733 6086 fbarrozof@bluewin.ch
BATALOFF Marlene # (ILO)	16 avenue du Jura, FR-01210 Ferney-Voltaire	%+41 (0)79 760 6093
BENDOTTI Jean-Marie (UNOG)	Les Fourques, FR-83520 Roquebrune-sur-Argens	%+33 (0)494 816 179 fjm.bendotti@laposte.net
BOURSY Sylvie Renée (WMO)	57 Clos Le Grand Champ, FR-74100 Neydens	%+33 (0)450 820924
BRYNDA Stanislaw # (ITU)	rue Soubeyron 2bis, CH-1203 Genève	%+41 (0)22 340 2719 f stanislaw.brynda@itu.int
CABRER Yolanda E. (WHO)	Crêts-de-Champel 11, CH-1206 Genève	
CARRIÈRE Rolf C. # (UNICEF & FAO)	Naz Dessus, FR-01170 Echenevex	%+33 (0)450 413 170 f r.carriere@hotmail.com
EVIONI Dina # (UN)	avenue de Mategnin 69, CH-1217 Meyrin	%+41 (0)22 785 0305 f evioni@hotmail.com
GIROD Micheline M-C. (UNHCR)	rue de Vermont 22, CH-1202 Genève	%+41 (0)22 733 4658 f mgirod-foeun-mat@bluewin.ch
GREBING Christa (WIPO)	chemin Colladon 10, CH-1209 Genève	%+41 (0)22 338 9202 f christa.grebing@wipo.int
GREEN Martine (UNHCR)	« Whaddon », Côte de la Rose des Vents, FR-47300 Pujols	f whaddon@wanadoo.fr
HAYS Lucette A.-M. # (UNICEF)	Le Castel, 171 chemin de Corbaz, FR-74160 Collonges-sous-Salève	%+33 (0)450 436433 f lucette.hays@wanadoo.fr
HOFMANN Véronique (ITU)	chemin d'Archamps 14, CH-1257 Croix-de-Rozon	%+41 (0)22 771 2086 f Veronique.hofmann@bluewin.ch
LAUGESSEN Paul # (UNCTAD)	Forhaabningsholms Alle 11A 3.TV, DK-1904 Frederiksberg C	%+45 3321 3615
McCREADIE Pauline J. (WIPO)	rue Carqueron 5, CH-1220 Les Avanchets	%+41 (0)22 797 0524 f pauline.mccreadie@wipo.int
MESSERI Albert	Dreikönigstrasse 31, CH-8002 Zurich	
MILSTIEN Julie (WHO)	rue des Vollandes 19, CH-1207 Genève	f julie.milstien@laposte.net
NACEREDDINE Felicity (UNESCO)	chemin Terroux 38, CH-1218 Grand-Saconnex	%+41 (0)22 798 4025 f f.nacereddine@ibe.unesco.org
NAWAS Farid # (ITC)	route de Saint-Loup 4a, CH-1290 Versoix	%+41 (0)22 779 0341 f nawas@freesurf.ch
PACCANI Iris (WMO)	294 rue des Fontainettes, FR-01220 Divonne-les-Bains	%+33 (0)450 200683 f irisaccani@hotmail.com
PEGUET Catherine # (ILO)	chemin Chantebise 12, CH-1291 Commugny	%+41 (0)22 776 3384 f peguet@ilo.org
PETROFF Anne C. # (ICC)	25 Le Petit Verger, FR-01210 Versonnex	%+33 (0)450 411400 f petroff@wanadoo.fr
REY Maryvonne # (UNHCR)	134 rue Bernard Ofante, FR-93250 Villemomble	%+33 (0)148 551 773
SCHULZE Klaus-Dieter # (WMO)	Sonnenwiese 25, DE-79194 Gundelfingen	%+49 761 5573 576
SEBTI Mohammed # (UNOG)	chemin du Tirage 21, CH-1299 Crans	%+41 (0)22 776 1103 f msebti@bluewin.ch
SUNDARARAMAN Narasimhan (WMO)	Quai du Seujet 20, CH-1201 Genève	%+41 (0)22 732 7204
SWAMINATHAN Anuradha (WIPO)	avenue de la Praille 36, CH-1227 Carouge	
URASA Wenceslaus R. (UNHCR)	chemin Laitefeux 7, CH-1239 Collex	%+41 (0)22 774 0321 f romani_urasas@hotmail.com
VILLANUEVA SAINZ-PARDO Pilar (UNDP)	calle Burriana 26-8º, ES-46005 Valencia	f pilar_villanueva@hotmail.com
WEST-CUNNINGHAM Jennifer (UNHCR)	chemin de Chané 318, Arbière, FR-01220 Divonne-les-Bains	%+33 (0)450 203 940 f west@unhcr.ch
WOZNICA Stefania (UNOG)	19 avenue de Genève, FR-74160 St-Julien-en-Genevois	%+33 (0)450 356645

CHANGEMENTS D'ADRESSE, TÉLÉPHONE OU E-MAIL - CHANGES OF ADDRESS, TELEPHONE OR E-MAIL

June – August 2002

<p>ALI Liaqat ARGYROPOULOS Dimitri</p>	<p>168 Bonis Avenue, Apt. 1711, Scarborough, CA-Toronto, Ontario M1T 3V6 AMFIE, 9 rue Jean-Pierre Sauvage, LU-2514 Luxembourg %+352 42 3661 }amfie@pt.lua<</p>
<p>BELL Rosemary BIRKHAUG Odd BREWER Harry BRODIER Denis CAPPUCCINI Audrey</p>	<p>}rosebel@tiscali.fr Mildevegen 38, NO-5259 Hjeljestad }INHEALTHHB@aol.com 22 rue du Salève, FR-74100 Annemasse Résidence Super Berlioz, 11 avenue Marcel Pagnol, FR-13090 Aix-en-Provence }audreycappuccini@wanadoo.fr</p>
<p>CLARAMUNT Marta CORBETT Harry DESAUZIERS Jean-Marie</p>	<p>}mclaramunt@entelchile.net Goedehoopstraat 2/32, BE-2000 Antwerp %+ 238 8840 Appt. 108, Les Terrasses de la Métairie, 113 avenue du Fesquet, FR-34000 Montpellier</p>
<p>EIDE Gerd ESCALA Anne-Marie FRIESS Louis GERACI Olga GUERRERO Luis Felipe</p>	<p>Bondibråten 51, NO-1387 Asker 15 rue Béziat, FR 31400 Toulouse %+33 (0)561 202903 Lotissement les Enganes, 4 impasse des Saladelles, Gallician, FR-30600 Vauvert rue de la Terrassière 7, CH-1207 Genève chemin de la Menuiserie 23, CH-1293 Bellevue %+41 (0)22 779 2424 }felipe_guerrero@yahoo.com</p>
<p>HUSAIN Mubarak JONES June KATTAN Henry</p>	<p>}mhusain39@hotmail.com 12A Highdown Court, Vandean Drive, GB-Brighton, Sussex BN1 6TF c/o Mrs G.M. Watts, 9 Martin Close, Neath Hill, GB-Milton Keynes, Bucks MK14 6JG</p>
<p>KELLER Gay</p>	<p>chemin Vert 27a, CH-1217 Meyrin %+41 (0)22 782 2759 }gkellerc@yahoo.fr</p>
<p>KIRSZBAUM René LE DÙ Jean-Paul LEROY Jacques LIVCHEN Naomi MACLEOD Kenneth J.</p>	<p>}r.kirszbaum@bluewin.ch Résidence Honoré-de-Balzac, 87 rue Voltaire, FR-01220 Divonne-les-Bains 86 pré de Planche, FR 01280 Prévessin-Moëns }leromb@free.fr chemin des Ouches 5, CH-1295 Mies La Platrière, 3232 route de Carces, FR-83143 Le Val %+33 (0)494 863682</p>
<p>MALAISÉ Mireille MEERTENS Dick MILNE Raymond</p>	<p>41 rue Berlioz, FR-67450 Mundolsheim }mmalaise46@hotmail.com }dick.meertens@wanadoo.fr 14/7 Britannia Avenue, Broadbeach, Queensland 4218, Australie %+61 7 5570 3810</p>
<p>MOXON George B.</p>	<p>Apt. 304, Lichfield Towers, 20 Shaftesbury Avenue, Point Chevalier, Auckland 1002, Nouvelle Zélande %+(0)8 849 7275</p>
<p>ROED Einar S. ROLLAND Régine SARTORIUS Rose Marie</p>	<p>Meersburgerstr. 14b, DE-88690 Unteruhldingen chemin Colladon 5, CH-1209 Genève Val Vleuri, route du Bout-du-Monde 18, CH-1206 Genève %+41 (0)22 839 0700</p>
<p>SAUSMAREZ Philippa de SETH-MANI Amrita STANFORD MISZCZOREK Christine Marie SUBRAMANIAN Muthu</p>	<p>rue du Prieuré 1, CH-1202 Genève %+41 (0)22 732 1114 %+33 (0)450 429481 avenue Krieg 22, CH-1208 Genève %+41 (0)22 347 2442 601 Regency Drive, US-Franklin Park, NJ 08823 %+1 732 821 8859 }mthusub@att.net</p>
<p>SUTCLIFFE Peter</p>	<p>501 Ma. Cristina cor. Caliraya, Ayala Alabang Village, Muntinlupa City, Metro Manila, Philippines %+63 2 770 8805 }petersutcliffe007@msn.com</p>
<p>THIELEBEIN Ursula G.Ch. VICKERS Donat & Sheila ZAMORA Christiane</p>	<p>Ellenerdorfstr. 5, DE-28325 Bremen avenue Trembley 27, CH-1209 Genève %+41 (0)22 733 9202 } christiane.zamora@wanadoo.fr</p>

DÉCÈS - DEATHS

ONU GENÈVE – UNOG

ABBAS Sulieman K.	24 02 2002
BANDA (Phiri) Mary M.	20 08 2001
BARBEROT Germaine	20 07 2002
BEN YAHMED Jameleddine	02 06 2002
BHARADWAJ Narendra Kumar	09 03 2002
BURRILL John Nigel	21 03 2002
CATALANO Amedeo	unknown
COUTY Adrien Francis	20 06 2002
DIMITROV Théodore	17 08 2002
DODIMEAD Elsie	unknown
GJERPE Margaret Julie	21 03 2002
GOMAS Marie	20 04 2002
HADJIYIANNIS G.	02 05 2002
HAUSSELMANN M.	22 12 2001
HIRANO Hélène	08 07 2002
KAMILI Nzeyimana Juliette	28 04 2002
KUMAR Baldev	unknown
MASUDI Idi	11 05 2002
MERMOD Jeanne	14 03 2002
NUBLAT Jean-Paul	18 06 2002
OLLIER Henriette	22 08 2002
SOLA GOST Jesus	11 08 2002
VARENNES M.	28 04 2002
WEINHARDT-SOLIER Paulette	18 08 2002
WOLTZ Claude C.	11 05 2002

CNUCED - UNCTAD

HO Jeanette	07 06 2002
KIRTHISINGHA Palitha	19 08 2002

ILO – BIT

ALIBRANDI Germaine	08 04 2002
BANERJEE Chayanika	16 08 2001
BARELLA Edoardo V.	12 03 2002
BOYLAN E.	09 03 2002
CESPEDES S.	13 04 2002
DUBUIS M.A.	16 04 2002
EIDE Eili	10 02 2002
EL MARAGHI M.A.	27 04 2002
FENN P.	05 05 2002
GALLIS Hans	23 07 2002
GROSS SCHUN Ludmilla	05 2002
JOSLIN Arthur	16 01 2002
KANDJI Boubou	23 02 2002
KUMAR Sarada	22 03 2002
LANG Eva Chaja	05 01 2002
LEONHARD Osfried	21 04 2002
MUELLER K.	18 02 2002
SAMUELSON Lawrence	unknown
SHARMA Ram C.	unknown
SAVEY Marcel Jean	16 07 2002
SPILMAN Michel R.	02 02 2002
VLAD Alexandre	unknown

ITC – CCI

BYSKOV Bertil	24 08 2002
---------------	------------

ITU – UIT

CLAVEYROLAS Roland	22 04 2002
DAVIDSON Ronald A.	04 08 2002
PAPAIOANNOU Alexandros	20 06 2002

WHO – OMS

ARIARATNAM Veluppillai	16 04 2001
AYE Khin Mu	19 04 2002
BAIDYA Giriraj	12 02 2002
BROULAND Jean	05 04 2002
CHALAPATI Lanka	16 02 2002
DELOS Rios S.	23 01 2002
EDOUARD Donna	19 04 2002
FAZZI Pier Luigi	unknown
FIEDLER Elson	16 02 2002
GUR Dev Singh	17 02 2002
HUBER Theodorus	05 04 2002
LAMBRECHT Frank Laurent	09 03 2002
LAMY André A.D.	23 05 2002
MALDONADO L.F.	03 03 2002
MARTINAUD M.L.	25 04 2002
MARTINS Iris de Abre	02 04 2002
MASCOLO Joseph J.	03 05 2002
MORAN Benjamin	18 04 2002
MORCOS George H.	24 01 2002
NTADI Gabriel	18 02 2002
OGUN I.	23 01 2002
OLIVEIRA Sebastiao	10 02 2002
OMONY Louis	unknown
PALMER Patricia	unknown
RIZOS Evangelos J.	unknown
RODRIGUES B.D.A.	02 04 2002
ROSEN Ellen	unknown
SANSGUILHEM Joseph F .	06 03 2002
TAWA Simone B.	unknown
TRAPPMANN Rudolf Rich	29 03 2002
URRUTIA Justa	07 12 2001
VAN DE VYVER R.	unknown
VARELA Olaya	unknown

WMO – OMM

BRAVO Marlis	08 02 2002
FAVRE Madeleine	10 03 2002

WTO/GATT – OMC/GATT

GARAUD Pierre-Yves	02 03 2002
--------------------	------------

UNHQ – ONU NEW YORK

ALY Ahmed	12 04 2002
ANDAL Ofelia	03 03 2002
BARIM Orhan	21 05 2002
BESRAT Abraham	31 03 2002
BLANKSON Ampim Darku	24 01 2002
BRISSON Jean B.	22 04 2002
CHAND U.	09 03 2002
CHAO Huai Thung	29 03 2002
COLLIN (PETIT) Bertrand	unknown
DERKSEN-HAGERAATS M.	12 02 2002
DE VRIES Rosette	16 04 2002
DITLEF-NIELSEN	20 03 2002
EL GEL M.	21 02 2002
ESTORINO Luis	01 05 2002
FARRAG Abdelmegid M.	31 01 2002
FORREST Ona B.	31 01 2002
GOMEZ-ANTIA Maria	11 03 2002
GUTOFF A.	06 05 2002
HEMMERICH Celia H.	11 05 2002
HOAGLIN Floyd Wilson	09 03 2002

HODAK Martine	15 04 2002	ROSCHER Klaas	06 02 2002
JANKOVIC Slobodan	13 05 2002	ROSS Isabella Brady	08 04 2002
KANNISTO Vaino O.	16 02 2002	SCHAERLAEKEN Anne	01 04 2002
MATA Jose	21 04 2002	SIMPSON Joan	12 02 2002
McGEE Raymond	20 03 2002	STOPFORTH Joe	04 02 2002
MENEDEZ Gonzalo	17 04 2002	STUDIC Dragomir	06 05 2002
MERINO Raul	17 05 2002	TAKAMIYA Kasuki	20 03 2002
MILLS Tessa M.	02 03 2002	TENGKEO S.	25 02 2002
MOHAMMAD Khawaja	06 04 2002	THORRENS Elsie R.	24 02 2002
OBERMAN Leonard	02 03 2002	WEAVING Thurston F.	22 06 2002
PEARSE Charles	19 05 2002	WOODWARD Alexandra May	04 02 2002
RAHMAN Mohamed A.	23 04 2002	YRIART Juan Felipe	unknown
RAMASWAMY R.	03 02 2002		
STIERHOUT Arnold J.	17 04 2002	IAEA – AIEA	
SZASZ Paul C.	30 04 2002	BIHAIN Hella Piret D.	15 12 2001
TOMASKI E.	06 12 2001	CASTRO Luis	15 05 2002
TOUBASSI P.K.	25 03 2002	CUARON SANTISTEBAN A.	14 02 2002
		DE CAROLIS M.	12 02 2002
ECA – CEA		GRIESSER E.A.M.	22 01 2002
BELETE Kurabachew	15 04 2002	HALL John Allen	13 04 2002
BERHANE V.	07 04 2002	JONES N.W.A.	07 02 2002
COLEMAN William	15 12 2001	KLEMENZ Deborah Kay	07 04 2002
MOHAMMED Yusuf	01 03 2002	KUNZE Hildegard	20 10 2001
ECLAC		ICAO – OACI	
VILLARROEL Alfredo	unknown	SPOONER Anthony	29 01 2002
ZIMMERMAN Fred Donald	15 02 2000		
		IMO – OMI	
ECWA		SPENCE S.M.E.	21 02 2002
MOSHEN Mohamad Marwan	14 03 2002		
		UNCHS – HABITAT	
ESCAP		HATVA Jouko	04 12 2001
EFFENDI J.	27 04 2002		
SALEH M.	01 04 2002	UNDP – PNUD	
SHERIF Rabiul H.	28 03 2002	BALAKRISHAN Madathipiramil	12 01 2002
SOOMAS Poh	23 03 2002	GUERNINA Mohamed	19 02 2002
TUBRIT Thonglor	22 04 2002	HALABAN Ephraim	05 04 2002
		HU FAZZI Shiao-Yuen	01 04 2002
FAO		JACQZ Jane Wilder	24 03 2002
AL-ACHHAB A.	29 03 2002	JOSEPH Andrew J.	23 03 2002
ALBERTUS Jorgen	03 12 2001	KOSIJUNGAN-TILA	15 01 2002
AUGUSTIN J.C.	10 03 2002	LAY Par	05 04 2002
AULISIO Hanna	13 03 2002	MAGALHAES Celina	04 04 2002
BEAVERS John	06 04 2002	MOUYOKAKANI Vincent	12 08 2001
BOELHOUWER-PETRIN Nora	03 03 2002	MUGENZI Helen	07 03 2002
CACCIOLA Alessandro	08 05 2002	RISTIC Slobodan	10 05 2002
ERIKSON Robert J.S.	04 06 2002	VICHIT Phadung	unknown
FORNARI Angelina	02 02 2002		
FRY C.	31 03 2002	UNESCO	
GUI Enzo	20 04 2002	ABRAHAM Herbert John	16 02 2002
HAZIMAH Ibrahim Anis	unknown	AJUMOGOBI Florence D.	28 01 2002
HELLEPUTTE Louis	24 02 2002	ARESTEGUI Pedro B.	unknown
JIMENEZ-HERRERA Luis	19 05 2002	ARNAL Fernande	04 04 2002
KRAJA Hubert E.	28 02 2002	AUFORT B.R.	31 12 2001
KUPPUSWAMY K.	19 05 2002	BOEHM Julienna	12 02 2002
LAKIO Leevi Aatos	15 02 2002	EMERSON Leonard	04 11 1999
LALL Harkrishnan	03 02 2002	FREDERIKSEN Mogens	13 03 2002
LANZI Milena	26 02 2002	GELPI Ettore	22 03 2002
LEIN Kaethe	19 05 2002	HAVET Jacques	07 03 2002
MIJUSKOVIC Slobodan	29 03 2002	HUGHES Jesuita C.	17 02 2002
NEHEMIAH Jos Vinod	09 02 2002	IBRAHIM M.	28 01 2002
NICOL Bruce	unknown	JAZ Joseph Lambert	26 02 2002
NONVEILLER Guido	07 04 2002	KNOTT Eileen	11 04 2002
ODOOM Samuel Kwesi	02 11 2001	KOUROUMA Madigbe	12 11 2001
POPE R.	14 04 2002	LAIDLEY Alvin David	19 03 2002
PURI Surjit Singh	30 12 2001	LEGRAND Albert	31 01 2002
		LUCAS LOPEZ Angela	04 04 2002

MALKI M.V.	27 03 2002
MELVILLE Françoise S.	24 05 2002
ORTEGA Carmen	24 02 2002
RITCH A.	13 03 2002
SANDERUD Roar	30 01 2002
TADROS Ensaf	30 04 2002
THURNER Elfriede	unknown
VELFRINGER C.	24 04 2002
WEGMAN Denise	28 04 2002

UNICEF

BALIN Rita T.	08 01 2002
ESGUERRA-BARRY Roberto	21 04 2002
GAUDOIN E.	24 03 2002
GRANT Kenneth E.	17 04 2002
KHAN Ali Haider	06 06 2001
MHANGO Julias	unknown
MZEE Mohamed Abdalla	unknown
SHAFIULLAH Masuma Khaton	03 03 2002

WALWER Robert	12 07 2002
---------------	------------

UNIDO – ONUDI

FORSTNER Karin	28 02 2002
GARRER J.	16 03 2002
HARTMANN H.	08 03 2002
KOENIG Ruth	03 05 2002
MILLAR Duncan	17 03 2002
MOCOAIN John W.	06 12 2001
THAMPY Ramakrishna T.	unknown

UNOV

SHARMY Sami Hussein	10 03 2002
---------------------	------------

UNTC

VASQUEZ Rafael	09 05 2002
----------------	------------

UNTSO

EZHAIKA Hussein	21 02 2002
-----------------	------------

